

Le 15 février 2008

TELUS communique ses résultats du quatrième trimestre

Le bénéfice d'exploitation augmente de 8% tandis que le BPA sous-jacent progresse de 22%

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a communiqué aujourd'hui des produits d'exploitation de 2,33 G\$ pour le quatrième trimestre 2007, un gain de 3,4 % par rapport à l'an dernier. Ce rendement a été stimulé par une croissance de 9 % des produits des services sans fil et une augmentation de 7 % des services filaires de transmission de données, ce qui a été partiellement annulé par un recul des produits tirés des services filaires locaux et interurbains. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a augmenté de 8 %, se chiffrant à 953 M\$, en raison d'une hausse de 14 % du BAIIA du secteur sans fil et d'une augmentation de 2 % du BAIIA du secteur filaire.

Le bénéfice net pour le trimestre s'est chiffré à 400 M\$, et le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 1,23 \$, en hausse de 66 % et de 73 %, respectivement. Le bénéfice net et le BPA comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant une incidence favorable d'environ 143 M\$, ou 0,44 \$ par action, comparativement à 20 M\$, ou 0,06 \$ par action, il y a un an. La diminution des charges de financement et la réduction du nombre d'actions en circulation, attribuable à la poursuite des rachats d'actions, ont également contribué à la progression du BPA. Exception faite des ajustements liés aux impôts pour les deux périodes et de la charge liée à l'option de règlement en espèces net des options sur actions pour cette période, le bénéfice net s'est chiffré à 258 M\$ et le BPA, à 0,79 \$, ce qui représente des gains de 17 % et 22 \$, respectivement. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 85 %, malgré des dépenses en immobilisations plus élevées, en raison des mêmes facteurs ayant influé positivement sur le BPA.

Pour l'ensemble de l'exercice, TELUS a annoncé que ses produits d'exploitation ont augmenté de 4,5 %, à 9,1 G\$, et son BPA de 4 % (après ajustement à des fins de comparaison). TELUS a engagé des dépenses en immobilisations de 1,77 G\$ et généré de solides flux de trésorerie disponibles de 1,57 G\$, lesquels ont permis de financer les dividendes de 521 M\$ aux actionnaires et le rachat de 750 M\$ en actions de TELUS au cours de l'exercice. TELUS a atteint ou dépassé trois des quatre objectifs financiers consolidés établis il y a plus d'un an pour l'exercice 2007, ce qui inclut les deux objectifs en matière de rentabilité.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 31 décembre		
	2007	2006	Var. en %
Produits d'exploitation	2 330,8	2 254,6	3,4 %
BAIIA ^{(1) (2)}	953,4	884,3	7,8 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	384,2	333,5	15,2 %
Bénéfice net ⁽²⁾⁽³⁾	400,1	240,5	66,4 %
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽²⁾⁽³⁾	1,23	0,71	73,2 %
Flux de trésorerie d'exploitation	817,4	747,2	9,4 %
Dépenses en immobilisations	472,5	415,2	13,8 %
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	427,8	231,1	85,1 %

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 6.1 du Rapport de gestion.
- (2) Les résultats comparatifs de 2006 ont été corrigés pour tenir compte d'un changement dans la comptabilisation de l'actif transitoire au titre des prestations de retraite futures des employés, lequel a exercé sur le BAIIA, le bénéfice net et le BPA de base une incidence positive se chiffrant à 6,2 M\$, 4,3 M\$ et 0,01 \$, respectivement, pour le quatrième trimestre 2006. En 2007, TELUS a revu les estimations et les calculs utilisés pour comptabiliser l'actif transitoire au titre des prestations de retraite futures des employés et elle a réduit les charges de retraite de 24,7 M\$ pour chaque exercice de 2000 à 2006.
- (3) Le bénéfice net et le BPA pour le trimestre de 2007 comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant une incidence favorable de 143 M\$, ou 0,44 \$ par action, comparativement à 20 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour la période correspondante de 2006.
- (4) Se reporter à la section 6.2 du Rapport de gestion.

« Malgré une année difficile pour le secteur des télécommunications et les marchés financiers, TELUS a affiché un rendement solide, car nous avons mis l'accent sur l'exécution de notre stratégie nationale de croissance à long terme », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS. « Une démarche rigoureuse au quatrième trimestre a permis à TELUS de conclure l'exercice sur une note positive, ce qui augure bien pour 2008. »

« TELUS continue de générer de solides flux de trésorerie que nous utilisons de trois manières », a poursuivi M. Entwistle. « Nous avons engagé des dépenses en immobilisations de près de 1,8 G\$, la plupart en lien avec de nouveaux projets liés aux services et pour assurer une croissance à long terme, et nous avons remis aux actionnaires près de 1,3 G\$ par des rachats d'actions créant de la valeur et des dividendes accrus. »

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers, a émis le commentaire suivant : « Je suis heureux de constater que la marge d'exploitation générée au quatrième trimestre a été plus élevée, ce qui a contrebalancé les coûts imprévus au début de 2007. Notre organisation a ainsi pu atteindre ses objectifs consolidés en matière de rentabilité pour l'ensemble de 2007. »

« TELUS entreprend l'exercice 2008 dans une position caractérisée par une capacité financière considérable et une grande souplesse en matière de bilan, ce qui nous permet d'aller de l'avant avec notre stratégie en dépit de la grande instabilité des marchés financiers », a mentionné M. McFarlane. « J'en tiens pour preuve la facilité avec laquelle nous avons financé l'acquisition d'Emergis à la mi-janvier, une transaction de 743 M\$, et l'annonce aujourd'hui d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 700 M\$ et d'une durée de 364 jours obtenue auprès d'un groupe restreint de banques canadiennes, ce qui fait en sorte que nous disposerons encore d'importantes sources de financement non utilisées. »

Le présent communiqué contient des déclarations de nature prospective au sujet des événements futurs et des résultats financiers et d'exploitation de TELUS. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses, et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Le risque que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts est important. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont exposés dans les énoncés prospectifs. La société n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si la loi l'exige. Pour ce qui est des prévisions annuelles, la société a actuellement comme pratique d'évaluer ces prévisions et, si elle le juge opportun, de les actualiser. Sous réserve des exigences des lois, la société pourrait décider, à sa seule discrétion, de changer cette pratique. Par conséquent, le présent communiqué est assujetti à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2008 et les rachats d'actions), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion – Le 13 février 2008.

POINTS SAILLANTS DES DONNÉES D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation ont progressé de 90 M\$, ou 8,8 %, à 1,1 G\$ pour le quatrième trimestre 2007, par rapport au trimestre correspondant de 2006.
- Les produits d'exploitation tirés des services sans fil ont augmenté de 39 M\$, ou 43 %, grâce à l'adoption des appareils personnels pleines fonctions et à l'augmentation de l'utilisation de la messagerie textuelle.
- Le nombre net de nouveaux abonnés a atteint 161 400, un recul de 11 % par rapport au même trimestre de 2006. Ces ajouts ont consisté en 106 400 nouveaux abonnés aux services postpayés, soit une baisse de 18 %, et en 55 000 nouveaux abonnés aux services prépayés, soit une hausse de 5,6 %, ce qui comprend une réduction ponctuelle de 5 100 comptes désactivés.
- Les PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) ont baissé de 1,2 % à 63,70 \$, tendance amorcée au troisième trimestre qui témoigne des pressions concurrentielles qui s'exercent sur le segment des services vocaux. La contribution du segment en plein essor des services de transmission des données s'est chiffrée à 7,95 \$, ce qui représente 12,5 % des PMAA.
- Le BAIIA a progressé de 59 M\$, ou 14 %, par rapport au quatrième trimestre 2006, grâce à la croissance des produits d'exploitation des services de réseau et à la diminution des frais d'acquisition.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont reculé de 19 % d'un exercice à l'autre et se sont établis à 352 \$.
- Le taux de désabonnement mensuel regroupé a augmenté, passant de 1,33 % il y a un an à 1,59 %, en raison d'un changement de la répartition des produits en faveur des services prépayés et d'une augmentation des désactivations associée à la mise en œuvre de la TNSF en 2007. Le taux de désabonnement des services postpayés a légèrement augmenté à 1,14 %.
- Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) ont augmenté de 29 M\$, ou 9 %, passant à 355 M\$ pour le trimestre, en raison d'un accroissement du BAIIA. Les dépenses en immobilisations ont également progressé compte tenu de la poursuite des investissements au chapitre de la capacité et de la couverture.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation ont diminué de 14 M\$, ou 1,1 %, et se sont chiffrés à 1,2 G\$ au quatrième trimestre 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. La croissance des services de transmission de données a été contrebalancée par la baisse des produits tirés des communications locales et interurbaines.

- Les produits d'exploitation liés à la transmission de données ont progressé de 31 M\$, ou 7,2 %, grâce à l'augmentation du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse ainsi qu'à l'amélioration des services de données et d'hébergement.
- L'ajout net d'abonnés aux services Internet haute vitesse de TELUS s'est chiffré à 26 200, ce qui a fait grimper la clientèle haute vitesse de TELUS à plus de un million d'abonnés, une hausse de 11 % comparativement à il y a un an. Les ajouts nets d'abonnés aux services haute vitesse sont beaucoup moins importants que l'an dernier en raison des pressions concurrentielles et de facteurs liés au marché.
- Le BAIIA a augmenté de 10 M\$, ou 2,2 %, grâce à la diminution du coût des produits vendus en lien avec le matériel de transmission de la voix et des données ainsi qu'à une capitalisation plus élevée des coûts liés à la main-d'œuvre.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 39 000 au cours du trimestre, ce qui représente un déclin de 3,2 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution s'explique par un recul constant du nombre de lignes résidentielles causé par les activités des concurrents et par le remplacement des services filaires par le sans-fil, recul partiellement annulé par un accroissement du nombre de lignes d'accès d'affaires.
- Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) ont fléchi de 12 %, se chiffrant à 125 M\$, en raison de l'augmentation des dépenses en immobilisations engagées pour les nouvelles phases de la mise au point du nouveau système de facturation et de service à la clientèle en Colombie-Britannique, ainsi que des dépenses en immobilisations initiales pour favoriser l'obtention de nouveaux contrats.

Expansion de l'entreprise

TELUS fait l'acquisition d'Emergis

Le 17 janvier, TELUS a conclu avec succès son offre de 743 M\$ visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires d'Emergis. Cette acquisition fait progresser la stratégie commerciale de TELUS, car elle cadre parfaitement avec deux des quatre secteurs clés de la société.

Emergis est une société d'externalisation de processus administratifs qui se spécialise dans les secteurs des soins de santé et des services financiers et qui occupe une position prépondérante dans l'automatisation des dossiers de santé électroniques et du traitement des demandes de règlement, ainsi que dans les solutions de gestion des pharmacies. En outre, la gamme de solutions de services financiers d'Emergis complète les atouts de TELUS dans ce secteur.

TELUS assume un rôle de chef de file dans la transformation des soins de santé au Canada. La société a investi dans le renforcement de sa capacité de service dans les soins de santé au cours des dernières années en mettant sur pied des équipes possédant une vaste expertise et en offrant des solutions novatrices. L'expertise complémentaire d'Emergis, de même que ses applications et sa clientèle, devrait venir consolider les solutions actuelles de TELUS pour ce secteur et lui permettre de mieux faire face à la concurrence dans le secteur des soins de santé qui est en pleine croissance et en pleine évolution.

Le gouvernement prend une décision au sujet de la mise aux enchères du spectre pour les services sans fil

Le 28 novembre, Industrie Canada a rendu publics les règlements de la prochaine mise aux enchères du spectre pour les services sans fil évolués qui doit avoir lieu en mai 2008. Le gouvernement a décidé de mettre 40 MHz de la bande de fréquences de 105 MHz à la disposition des nouveaux participants au marché et d'obliger les fournisseurs actuels, dont TELUS, à partager leur infrastructure. Cette décision inclut le partage obligatoire des services d'itinérance et des pylônes. TELUS prend part à une ronde de consultations publiques, et le gouvernement doit annoncer les règles finales à la fin du mois de mars 2008.

TELUS a été déçue que le gouvernement n'ait pas respecté son mandat sur le plan des orientations qui consiste à laisser agir les forces du marché autant que possible pour offrir des avantages aux consommateurs canadiens. Cette décision favorise au contraire un groupe restreint d'intervenants aux dépens des entreprises qui ont investi plus de 20 G\$ pour construire l'infrastructure sans fil.

Bien que TELUS demeure en bonne position pour affronter la concurrence et générer une croissance durable, cette annonce a créé de l'incertitude concernant la future structure concurrentielle, ce qui a fait baisser la valeur des actions de TELUS et des autres fournisseurs de services sans fil.

TELUS poursuit ses rachats d'actions

Pendant le quatrième trimestre, TELUS a continué de racheter des actions en vertu d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Environ 3,1 millions d'actions ont été rachetées, pour une dépense totale de 147,5 M\$. Pour l'ensemble de l'exercice, TELUS a racheté 13,6 millions d'actions pour la somme de 750 M\$, ce qui a réduit de 4 % le nombre de ses actions en circulation.

TELUS a renouvelé son programme d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités le 20 décembre 2007 dans l'intention, si cela s'avère utile, d'acheter et d'annuler jusqu'à 8 millions de ses actions ordinaires en circulation et 12 millions de ses actions sans droit de vote en circulation à la Bourse de Toronto sur une période de 12 mois. Cela représente environ 4,6 % et 8,1 %, respectivement, du flottant des actions ordinaires et des actions sans droit de vote en circulation.

Depuis décembre 2004, TELUS a racheté un total de 53 millions d'actions pour une dépense de 2,5 G\$ dans le cadre de quatre programmes de rachat d'actions. TELUS considère que de tels achats sont dans le meilleur intérêt de la société et qu'ils constituent une occasion d'investissement attrayante et une utilisation avisée des fonds de la société susceptible d'accroître la valeur des actions restantes.

TELUS domine au Canada pour ce qui est des rapports d'entreprise, notamment au chapitre de la gouvernance et du développement durable

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a attribué cinq prix à TELUS, dont le Grand prix d'excellence du Concours des meilleurs rapports d'entreprise, dans le cadre de la remise des prix 2007 qui a eu lieu en décembre. Les prix de l'ICCA témoignent de l'engagement de TELUS à s'améliorer constamment et à offrir des rapports clairs et complets à toutes ses parties prenantes. TELUS a également remporté le prix d'excellence pour la présentation de l'information sur la gouvernance pour la troisième année de suite et elle a mérité le tout premier prix d'excellence en matière d'information sur la responsabilité sociale d'entreprise ainsi qu'une mention honorable pour son information financière. Enfin, TELUS a obtenu le prix d'excellence en matière d'information d'entreprise dans le secteur des communications et des médias pour la treizième année consécutive.

La Ville de Montréal choisit TELUS comme principal partenaire en matière de télécommunications, un contrat de 87 M\$

Au début de février, on a annoncé un nouveau partenariat avec la Ville de Montréal en vertu duquel TELUS fournira et administrera des services IP de transmission de données et de la voix aux bureaux administratifs de la Ville, qui sont plus de 300. Le contrat est évalué à 87 M\$ sur dix ans.

Cette infrastructure de services de télécommunications évoluée vise à aider la Ville à atteindre ses objectifs qui sont d'avoir une infrastructure économique tout en fournissant une dorsale IP sécurisée pour les nouveaux services et les nouvelles solutions. Le passage de l'ancienne plateforme technologique de la Ville à la plateforme de communications IP centralisée de TELUS commencera à l'automne 2008.

Groupe Pages Jaunes choisit TELUS dans le cadre d'une entente de 90 M\$

En octobre, TELUS a annoncé que Groupe Pages Jaunes l'a choisie comme fournisseur de services de soutien et gestionnaire de l'infrastructure de technologie de l'information pour ses activités dans l'Ouest canadien. La valeur de ce contrat à long terme avec le plus important éditeur d'annuaires téléphoniques au Canada est d'environ 90 M\$.

Conformément à l'entente, TELUS fournira un large éventail de services, à savoir les activités liées à l'infrastructure de TI, le développement des applications IP, les services sans fil, les services relatifs aux documents ainsi que les services de réseau gérés, lesquels englobent le centre d'assistance et les autres services informatiques. TELUS fournira aussi des installations et des services gérés pour le système de l'annuaire en ligne de Groupe Pages Jaunes dans les salles d'hébergement Internet TELUS.

TELUS fait l'acquisition de la société torontoise Fastvibe

TELUS a fait l'acquisition de la société fermée Fastvibe, petit mais important fournisseur de solutions de transmission Web en continu novatrices et de qualité supérieure pour les entreprises. Fondée en 2000 et établie à Toronto, Fastvibe sert quelque 130 sociétés clientes, dont la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, Barrick Gold, Trans Canada Pipelines, le ministère de l'Éducation de l'Ontario, Torstar et le Groupe Investors. La diffusion Web en continu est un marché en croissance rapide.

L'équipe de Fastvibe fera profiter à TELUS de son expertise unique en gestion technologique de transmission d'événements et de production Web en continu. L'acquisition renforce le portefeuille de solutions technologiques de TELUS en offrant aux entreprises canadiennes une façon écologique et rentable de livrer de l'information en matière de formation, de communications avec les employés et d'investissement à leur personnel et aux parties intéressées géographiquement dispersés.

La Place TELUS ouvre ses portes dans la capitale nationale

En octobre, la Place TELUS a ouvert ses portes à Ottawa. L'immeuble respecte les critères de la classification « Argent » du programme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), étant par le fait même l'un des immeubles les plus écologiques de la ville. Cet édifice de neuf étages et d'une superficie de 160 000 pieds carrés est un immeuble durable, conçu et construit de manière à favoriser un mode de vie sain, à économiser l'énergie et à assurer la pérennité de l'environnement. Par exemple, la Place TELUS est conçue de manière à réduire de près de 40 % la consommation d'énergie comparativement aux édifices construits d'après le Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments; de plus, sa plomberie à haut rendement est conçue pour réduire de plus de 40 % la consommation d'eau.

Upopolis permet aux enfants hospitalisés de rester en contact

Dans le cadre de son engagement à conjuguer un futur simple pour les jeunes Canadiens, TELUS s'est associée avec la Kids' Health Links Foundation (KHLF) et le McMaster Children's Hospital (MCH) pour lancer Upopolis.com, le premier réseau social en ligne sécurisé destiné aux enfants hospitalisés au Canada. Réalisé par TELUS, ce site permet aux jeunes patients de demeurer en contact avec leurs pairs et leurs enseignants, comme ils le font sur Facebook. Grâce à Upopolis, les jeunes se créent un profil personnel sur le site et ont accès au courrier électronique sécurisé, à des discussions en temps réel, à des babillards, à des blogues personnels et à des jeux. Le site offre également aux enfants hospitalisés des éléments uniques, par exemple une section sur les devoirs qui leur permet de rester à jour dans leur cheminement scolaire, des liens vers de l'information sur la santé et le bien-être à l'intention des enfants ainsi que des moyens de communiquer avec d'autres enfants dans la même situation qu'eux.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Kids' Health Links Foundation, TELUS fournit gracieusement les services technologiques nécessaires pour offrir Upopolis. Le personnel de TELUS a contribué à la création du site et assurera l'expansion du site, l'accès continu à Upopolis.com, la gestion de l'hébergement Web ainsi que les services de soutien et de maintenance des applications.

TELUS devient la première société de télécommunications canadienne à déployer et à prendre en charge Cisco TelePresence

TELUS est la première entreprise de télécommunications canadienne à obtenir à la fois la connexion certifiée Cisco TelePresence et la certification de fournisseur de technologie autorisé de Cisco TelePresence. Ces distinctions reconnaissent la capacité de TELUS de vendre, de déployer et de prendre en charge Cisco TelePresence; elles reconnaissent également que son réseau est suffisamment évolué pour livrer une expérience optimale aux clients.

Le système Cisco TelePresence permet à TELUS de faire vivre à ses clients une expérience de communication unique « en direct » entre des personnes, des lieux et des événements différents dans un environnement sécurisé. Il produit des images de taille réelle au moyen d'un système vidéo ultra-haute définition et audio spatial dans un environnement spécialement conçu pour créer l'impression d'être dans la même salle que les participants à distance, qu'ils soient au bout de la rue ou n'importe où dans le monde.

TELUS a également installé Cisco TelePresence à l'interne, dans ses locaux de Vancouver et de Toronto, et utilise la solution pour améliorer l'efficacité des membres de son équipe et les communications de ses clients, pour réduire les déplacements et pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière d'environnement.

TELUS est la première à proposer le RAZR de prochaine génération aux Canadiens

TELUS a été le premier fournisseur canadien de téléphonie sans fil à proposer le RAZR2 V9m fonctionnant avec la technologie AMRC au cours du trimestre. La prochaine génération de la série révolutionnaire MOTORAZR allie intelligence et beauté en offrant une gamme complète de services de divertissement EUPHORIK dans un boîtier élégant, caractéristique des RAZR. Pour que les clients profitent pleinement des services multimédias EUPHORIK de TELUS, les téléphones sont dotés d'écouteurs stéréo, d'un câble de transmission de données, d'un adaptateur USB de mini à micro, du logiciel d'outils de téléphone sans fil Motorola et d'une carte mémoire microSD de 1 Go.

TELUS a également lancé le téléphone sans fil Samsung R500, qui s'adapte au style du client grâce à un choix de façades interchangeables bleues et rouges et à un accès à la gamme de services EUPHORIK de la société.

TELUS présente quatre nouveaux appareils Mike

En décembre, TELUS a ajouté quatre nouveaux appareils à sa gamme de sans-fil Mike dotés de la touche de conversation (PTT). Avec plus de 12 appareils Mike, TELUS compte le plus grand choix d'appareils avec touche PTT au Canada.

Les nouveaux sans-fil Motorola i876 et Motorola i876w de TELUS dotés de la touche PTT offrent une vitesse de traitement, des fonctionnalités multimédias et une commodité inégalées. Grâce à des caractéristiques nouvelles et innovatrices comme l'ambiophonie, l'animation tridimensionnelle et la technologie sans fil Bluetooth stéréo, les utilisateurs pourront être plus efficaces au travail et mieux profiter de leurs temps libres par l'accès à de la musique, à des jeux et à Internet.

TELUS a également lancé le i876 et le i876w, qui sont également dotés d'un réveil-matin/chronomètre/minuterie ainsi que d'un appareil photo avec dispositif de retouches intégré. La différence entre les deux modèles réside exclusivement dans leur style : le i876 se distingue par son élégance et sa teinte brun foncé, tandis que le boîtier du i876w est perle lustré et présente un motif lierre-titan. La mise sur le marché de ces nouveaux produits témoigne de la popularité croissante de Mike hors du secteur industriel, où la marque a connu son essor initial, ainsi que d'une diversité croissante dans les industries qui comptent sur Mike depuis sa commercialisation, il y a 11 ans.

Les programmes de formation de TELUS, parmi les meilleurs au monde

L'American Society for Training and Development a décerné un prix à TELUS pour son programme d'apprentissage d'entreprise, qui se situe au troisième rang des meilleurs programmes au monde. TELUS est l'une des deux seules entreprises canadiennes à avoir obtenu un prix BEST. En 2007, les 34 000 employés de TELUS ont suivi 361 000 cours en ligne et 64 000 cours en classe. TELUS a déjà remporté des prix BEST en 2003, en 2004 et en 2005.

Karen Radford nommée meilleure femme dirigeante au Canada

Karen Radford, vice-présidente à la direction et présidente de TELUS Québec et de Solutions partenariats, a été nommée meilleure femme dirigeante à la 4^e remise annuelle des prix Stevie pour femmes en affaires. Cette récompense internationale reconnaît la qualité exceptionnelle du travail et souligne les efforts, les réalisations et les contributions positives des entreprises et des gens d'affaires dans le monde entier. M^{me} Radford a été sélectionnée comme meilleure dirigeante par un jury formé de juges et de conseillers comptant plusieurs personnes importantes dans le monde des affaires. Plus de 800 candidatures provenant de sociétés de toutes les tailles représentant pratiquement tous les secteurs ont été soumises dans des catégories comme meilleure entrepreneure, meilleure dirigeante, œuvre de toute une vie et entraide entre femmes.

Quatre dirigeantes de TELUS nommées parmi les 100 femmes les plus influentes au Canada par le Réseau des femmes exécutives

Le Réseau des femmes exécutives (RFE) a récompensé quatre dirigeantes de TELUS pour leur réussite professionnelle et leur dévouement dans les collectivités où elles vivent et travaillent. Parmi les 100 femmes les plus influentes au Canada en 2007, les femmes qui travaillent pour TELUS sont les suivantes : Audrey Ho, première vice-présidente, avocate-conseil et secrétaire générale, TELUS, qui a reçu le prix dans la catégorie des professionnelles; Judy Shuttleworth, vice-présidente, Ressources humaines, TELUS, qui a été récompensée dans la catégorie des cadres d'entreprises. M^{me} Ho a reçu ce prix pour la première fois et M^{me} Shuttleworth, pour la troisième fois. Karen Radford, vice-présidente à la direction, TELUS, et présidente, TELUS Québec et Solutions partenariats, et Janet Yale, vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, TELUS, ont également été récompensées au dîner de remise des prix et ont été inscrites à la prestigieuse liste. Toutes deux membres de la liste des 100 femmes les plus influentes pour les trois années précédentes, M^{me} Radford et M^{me} Yale ont été intronisées au nouveau temple de la renommée du RFE.

TELUS et les membres de son équipe versent 5,5 M\$ à des organisations caritatives canadiennes

TELUS et les membres, actuels et anciens, de son équipe donnent où ils vivent. Ils ont donné et promis 5,5 M\$ pour 2008 à plus de 2 800 organisations caritatives de partout au Canada, grâce au programme de dons de l'équipe TELUS bienfaisance. Les membres et anciens membres de l'équipe TELUS ont choisi de faire des dons au moyen de retenues sur leur salaire ou leur pension à plus de 45 000 organisations caritatives canadiennes admissibles, comme la Société canadienne du cancer, la BC Children's Hospital Foundation et la Fondation canadienne du cancer du sein. TELUS verse un dollar pour chaque dollar donné en appui à ces organismes. Depuis 2000, TELUS et les membres de son équipe ont versé 113 M\$ à des organisations caritatives et sans but lucratif et consacré plus de 2,1 millions d'heures de bénévolat dans leurs localités.

Des membres de l'équipe de TELUS International construisent des maisons à Manille

Les employés du bureau de TELUS International à Manille, aux Philippines, ont participé à la Journée du bénévolat de TELUS en novembre. Plus de 300 membres de l'équipe TELUS, leurs familles et leurs amis se sont associés à Gawad Kalinga, organisme semblable à Habitat pour l'humanité, pour construire des maisons dans un village nouvellement fondé. Le village, appelé village TELUS GK, contribuera à améliorer les perspectives d'avenir des familles aux Philippines. Le dévouement de TELUS pour la population ne se résume pas à cette seule journée : TELUS s'est engagée à construire 71 maisons au cours de l'année qui vient, ce qui permettra de loger 107 familles dans le village TELUS GK.

TELUS s'associe avec SOVERDI et la Ville de Montréal pour planter 22 000 arbres et arbustes

En janvier 2008, la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI), la Ville de Montréal et TELUS ont annoncé les résultats de leur campagne de verdissement 2007. Au total, 12 000 arbres et 10 000 arbustes ont été plantés dans les allées, dans les cours d'écoles et en bordure de cours d'eau, et ce, dans plus de 20 espaces publics de l'agglomération montréalaise, grâce à ce partenariat novateur.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-cinq cents (0,45 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-cinq cents (0,45 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} avril 2008 aux porteurs de parts inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2008.

Ce dividende trimestriel représente une augmentation de 20 % par rapport au dividende trimestriel de 0,375 \$ versé en 2007.

Relations avec les médias :

Stacey Masson
514-977-8766
stacey.masson@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

À propos de TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,1 milliards de dollars et à 11,1 millions de connexions clients, dont 5,6 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,4 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,2 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication sans fil et filaire, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif de devenir une entreprise citoyenne de premier plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent où ils vivent. Depuis 2000, ceux-ci ont versé 113 millions de dollars à des organisations caritatives et sans but lucratif, et fait plus de 2,1 millions d'heures de bénévolat dans les communautés. En outre, TELUS a créé huit comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société ») qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses (voir ci-dessous), les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. La société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf dans les cas exigés par la loi. Dans le cas des indications annuelles, il est pratique courante pour la société d'évaluer et, si elle le juge approprié, de présenter des mises à jour. Sous réserve d'exigences juridiques, cette pratique pourrait être modifiée à tout moment, au gré de la société.

Les hypothèses à l'égard des objectifs pour 2008 incluent : une croissance économique conforme aux estimations formulées récemment par le Conference Board du Canada pour les provinces et le pays, dont une croissance du produit intérieur brut (« PIB ») du Canada de 2,8 % et une croissance supérieure à la normale en Alberta et en Colombie-Britannique; la parité ou la quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain; une concurrence accrue, relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur IP (« VoIP »); l'incidence de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier; un gain de 4,5 % à 5 % au titre de la pénétration du marché canadien des services sans fil; le fait que les dépenses en immobilisations ne tiennent pas compte de la participation possible de la société aux enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil évolués (« SSFE »); l'hypothèse selon laquelle aucun nouveau venu ne pénétrera le marché des services sans fil en 2008; des charges au titre de la restructuration d'environ 50 millions de dollars (en hausse par rapport à 20,4 millions de dollars en 2007); un taux d'imposition combiné prévu par la loi d'environ 31 % à 32 %; un taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base comparativement à 2007) et un rendement à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (soit des résultats inchangés par rapport à 2007); un nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions (en baisse comparativement à 331,7 millions en 2007). L'achat d'un nombre maximal de 20 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2007 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter : la concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs et la possibilité que de nouveaux concurrents pénètrent le marché des services sans fil après la tenue des enchères de licences de spectre en 2008), la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (y compris les achats possibles de licences de spectre pour les services sans fil), les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris le financement des acquisitions, les rachats d'actions et les financements par emprunt), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines; l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris les activités d'intégration faisant suite à l'acquisition d'Emergis); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les technologies de prochaine génération liées à l'accès large bande sur fil et aux services sans fil, qui ne cessent d'évoluer, et la possibilité qu'il soit nécessaire de conclure des accords de partage du réseau sans fil dans l'avenir afin d'obtenir un bon rapport coût-efficience et de réduire les risques liés au déploiement); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'instance concernant les services essentiels, les enchères de licences de spectre, les règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, l'instance visant les nouveaux médias ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), les acquisitions ou dessaisissements prospectifs, et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse www.sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F, (sur le site EDGAR à l'adresse www.sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 et des rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2007 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 5 du présent rapport.

Analyse par la direction de l'exploitation

Le 13 février 2008

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006. Il contient des données prospectives qui renvoient à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR présentées dans les états consolidés, les lecteurs doivent se reporter à la rubrique 6, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation ».

Analyse par la direction de l'exploitation

Rubrique	Description
1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour 2007, rendement obtenu par rapport aux objectifs de 2007 et présentation des objectifs de 2008.
2. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre et de l'exercice terminés le 31 décembre 2007.
3. Situation financière	Analyse des modifications importantes apportées au bilan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007.
4. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
5. Risques et gestion des risques	Mise à jour sur les risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et sur les méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
6. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Faits nouveaux concernant l'industrie canadienne des télécommunications et la société

Croissance de l'économie et de l'industrie des télécommunications

Selon les estimations récentes du Conference Board du Canada, le taux de croissance réel du PIB canadien sera de 2,6 % en 2007 et de 2,8 % en 2008. Selon les estimations de TELUS, les produits d'exploitation de l'industrie du sans-fil au Canada se sont accrus d'environ 5,5 % pour atteindre 40 milliards de dollars en 2007, résultat qui tient à la forte croissance continue des produits tirés du sans-fil, laquelle a largement neutralisé les reculs enregistrés dans le secteur bien établi des services filaires. Les produits d'exploitation de TELUS ont pour leur part augmenté de 4,5 % pour se chiffrer à 9,07 milliards de dollars en 2007. Les produits d'exploitation dégagés par Bell Canada (« BCE ») et par ses sociétés affiliées ont représenté environ 45 % du total des produits d'exploitation de l'industrie.

Principaux faits nouveaux concernant l'industrie

En avril 2007, BCE Inc., le plus important fournisseur de services de télécommunications au Canada, a mis en œuvre un processus d'examen stratégique. Trois consortiums ont signé des ententes de non-divulgation et de moratoire, aux fins de la préparation possible d'une offre d'achat devant être présentée aux actionnaires de BCE en vertu d'un processus d'enchères concurrentielles. Le 21 juin 2007, TELUS a annoncé qu'elle avait conclu une entente mutuelle de non-divulgation et de moratoire et qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE. Le 26 juin, les trois consortiums ont présenté des offres d'achat visant BCE, et TELUS a annoncé qu'il lui était impossible de présenter une offre en raison des lacunes dans le processus d'appel d'offres de BCE. Le 30 juin, BCE a annoncé la conclusion d'une entente définitive en vue de son acquisition par un consortium dirigé par Teachers Private Capital, une division du Régime de retraite des enseignants et des enseignantes de l'Ontario, ainsi que par Providence Equity Partners et Madison Dearborn Partners, LLC, des sociétés américaines. Au début d'août, TELUS a achevé son évaluation et indiqué qu'elle avait décidé de ne pas présenter une offre visant l'acquisition de BCE dans le cadre du processus d'enchères concurrentielles. Le conseil d'administration de BCE a recommandé que les porteurs d'actions ordinaires acceptent l'offre en espèces du consortium de 42,75 \$ par action ordinaire, ou environ 34 milliards de dollars. Le 21 septembre 2007, les actionnaires de BCE ont en grande majorité approuvé l'acquisition. La conclusion de l'opération est assujettie à la réception des approbations réglementaires, y compris celles du CRTC, qui amorcera une instance publique le 25 février afin d'examiner le changement de contrôle des licences de radiodiffusion de BCE. BCE a récemment annoncé qu'elle s'attend à ce que la conclusion de l'opération ait lieu au deuxième trimestre de 2008.

Faits nouveaux concernant le sans-fil

Selon les estimations de TELUS, le taux de croissance des produits d'exploitation de l'industrie du sans-fil au Canada se situait dans les deux chiffres en 2007, résultat qui tient au fait que le taux de pénétration du marché a augmenté d'environ 4,9 points de pourcentage et couvre environ 61 % de la population. Le secteur des services sans fil de TELUS a enregistré une croissance des produits d'exploitation de 10,5 % et une augmentation du nombre d'abonnés de 10,1 % en 2007.

Un catalyseur clé de la croissance des services sans fil demeure le recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie textuelle, l'informatique mobile et les assistants numériques. Les fournisseurs de services sans fil au Canada continuent à lancer des réseaux sans fil à haute vitesse de prochaine génération plus rapides, afin de tirer parti de ce potentiel de croissance. La concurrence demeure vive en raison de certains facteurs, notamment la présence d'exploitants de réseau virtuel mobile (« ERVM ») tels que Virgin Mobile et Vidéotron, les services de marques à rabais offerts par Bell et par Rogers, ainsi que la mise en œuvre, en mars 2007, de la transférabilité des numéros de services sans fil grâce à laquelle les clients peuvent choisir un nouveau fournisseur et conserver leur numéro de téléphone existant.

Le 28 novembre 2007, le ministre fédéral de l'Industrie a annoncé la politique et le cadre qui régiront les enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil évolués au Canada. Des enchères d'une bande de 105 MHz du spectre sont prévues pour le mois de mai 2008. Les enchères seront menées selon le modèle du dernier enchérisseur et la formule des enchères simultanées à plusieurs rondes utilisées en 2001 lors de la vente aux enchères du spectre pour le SCP. Le ministre a décidé de mettre en œuvre des mesures grâce auxquelles les nouveaux venus sur le marché pourront plus facilement présenter une offre et acquérir du spectre. Les principales composantes de la politique sont les suivantes : i) 40 MHz du spectre seront réservés pour les nouveaux venus, y compris le spectre des blocs de fréquence régionaux et métropolitains; ii) l'itinérance obligatoire et le partage des pylônes d'antennes (à des tarifs commerciaux). TELUS participe à une série de commentaires publics et le gouvernement devrait annoncer les règles définitives à la fin de mars 2008. Se reporter à la section 5.1, « Réglementation », de la rubrique « Risques et gestion des risques ».

Faits nouveaux concernant les services filaires

Selon les estimations de TELUS, les produits d'exploitation de l'industrie des services filaires sont demeurés inchangés en 2007. L'industrie continue à se focaliser sur les services à large bande afin d'atténuer les pertes de lignes d'accès au réseau; par ailleurs, le taux de pénétration dans ce secteur a presque atteint le point de saturation, et les entreprises de télécommunications et les câblodistributeurs ont commencé à se faire concurrence au chapitre des vitesses, des applications et des prix, de manière à différencier leurs produits. La téléphonie Internet s'avère une source de produits d'exploitation pour les câblodistributeurs. Les entreprises de télécommunications se positionnent de façon stratégique et offrent de nouveaux services de télévision sur IP, dans le but d'empêter sur le marché de la télévision. Les consommateurs continuent à délaisser les services de téléphonie filaire traditionnels en faveur des services sans fil et des services VoIP. En raison des pertes au chapitre de la concurrence et du passage aux services sans fil, certaines entreprises de télécommunications en Amérique du Nord ont subi des pertes de lignes résidentielles d'accès d'environ 10 %.

Les produits d'exploitation externes du secteur des services filaires de TELUS ont diminué de 0,3 % en 2007, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2006, qui tient au fait que la croissance des produits tirés des services de transmission de données a presque neutralisé les pertes au chapitre des services de transmission de la voix. Les lignes résidentielles d'accès de TELUS ont diminué de 6,5 % en 2007, comparativement à 5,2 % en 2006. TELUS poursuit le lancement des services TELUS TV^{MC} dans des quartiers choisis des territoires où elle est l'entreprise titulaire.

En 2007, le CRTC a approuvé l'abstention de la réglementation des services locaux de résidence dans les marchés où les entreprises titulaires sont aux prises avec des pressions concurrentielles croissantes. TELUS a obtenu une approbation concernant la déréglementation des services téléphoniques filaires de résidence dans 63 collectivités (environ 75 % des lignes résidentielles dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé) et des services d'affaires dans 35 collectivités en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec (environ les deux tiers des lignes d'affaires). Cette approbation a une incidence favorable sur la compétitivité de TELUS, car elle se traduit par une amélioration des tarifs ainsi que par une plus grande souplesse sur le plan de la commercialisation et du groupement des services.

La démarche de TELUS liée au marché des affaires consiste à concentrer ses efforts sur la croissance des activités dans les régions du centre du Canada où elle n'est pas l'entreprise titulaire, ainsi que sur les principaux marchés verticaux à l'échelle nationale, soit le secteur des soins de santé, les services financiers, le secteur de l'énergie et le secteur public. Ainsi, en janvier 2008, TELUS a conclu l'acquisition d'Emergis Inc., qui est décrite ci-dessous.

Emergis Inc.

Le 29 novembre 2007, TELUS et Emergis Inc. ont annoncé que TELUS avait accepté de soumettre une offre en vue d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation d'Emergis à un prix au comptant de 8,25 \$ l'action ordinaire, dans le cadre d'une offre publique d'achat (l'*« offre »*). Cette offre représente une prime de 17 % par rapport au cours de clôture moyen de l'action d'Emergis à la Bourse de Toronto pour les 30 derniers jours.

Emergis est un fournisseur de services d'impartition des processus d'affaires qui concentre ses activités dans les secteurs des soins de santé et des services financiers, et elle est un chef de file en matière d'automatisation des dossiers médicaux électroniques. TELUS a ciblé ces deux secteurs et effectué des investissements afin d'accroître sa présence dans ces secteurs. L'expertise, les applications et la clientèle d'Emergis devraient renforcer la gamme actuelle de solutions de TELUS à l'intention de l'industrie et permettre à TELUS d'améliorer sa position concurrentielle dans le secteur des soins de santé, lequel est en pleine croissance et ne cesse d'évoluer. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de trois des impératifs stratégiques de TELUS : se doter de moyens nationaux; cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil; créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements.

Au 31 décembre 2007, TELUS avait acheté sur le marché 1 017 000 actions ordinaires d'Emergis Inc., pour un montant de 8,3 millions de dollars. Le 8 janvier 2008, TELUS annonçait que la Commissaire de la concurrence avait avisé la société qu'elle n'entend pas contester l'opération en vertu des dispositions sur les fusions prévues par la *Loi sur la concurrence* du Canada. Le 17 janvier, TELUS a annoncé la réussite de l'acquisition, et environ 94 % des actions ordinaires en circulation d'Emergis, après dilution complète, ont été déposées dans le cadre de l'offre. Les actions restantes ont été acquises le lendemain, au moyen d'un processus d'acquisition obligatoire.

Le 17 janvier, TELUS a payé 743,4 millions de dollars aux fins de l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation d'Emergis et elle a financé cette acquisition au moyen de sa facilité de crédit consortial et de ses liquidités disponibles, qui se composent principalement du produit tiré de l'émission d'effets de commerce. Les actions d'Emergis ont été radiées de la cote de la Bourse de Toronto le 21 janvier.

Aux fins de l'établissement des objectifs de TELUS pour 2008, la société a pris en compte les résultats d'exploitation prévus d'Emergis pour une période de 10 mois, les coûts de financement supplémentaires, ainsi que les coûts de restructuration estimatifs de 10 millions de dollars. Étant donné que la conclusion de l'opération a eu lieu à la mi-janvier, la prise en compte des activités d'Emergis pour une période supplémentaire de un mois et demi pourrait influer légèrement sur les résultats de TELUS par rapport aux objectifs pour 2008. Par suite de l'acquisition d'Emergis, le ratio dette nette/BAIIA pro forma calculé au 31 décembre 2007 s'établit à 1,9. Se reporter à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

Les chiffres correspondants de l'exercice 2006 ont été corrigés afin de tenir compte d'une modification de la méthode utilisée pour comptabiliser les actifs de retraite transitoires au titre des avantages sociaux futurs. Dans le cadre de l'adoption et de la mise en œuvre des nouvelles recommandations comptables visant les avantages sociaux futurs à l'exercice 2000, la société a effectué diverses estimations, formulé diverses hypothèses et pris certaines décisions. La société a revu les diverses décisions prises en 2000. Cela a entraîné une variation des charges d'exploitation et des impôts sur les bénéfices présentés antérieurement dans les états consolidés des résultats, ainsi qu'une variation des frais reportés, des passifs d'impôts futurs et des bénéfices non répartis inscrits dans les bilans consolidés. La société a déterminé que la correction n'avait pas d'incidence importante sur ses états financiers auparavant déposés.

L'incidence des ajustements effectués pour tenir compte de l'amortissement de l'intégralité des actifs transitoires d'un régime de retraite à prestations déterminées sur les résultats d'exploitation de la société, y compris les répercussions connexes des variations des impôts, pour l'exercice 2006, s'établit comme suit :

Modifications apportées aux états consolidés des résultats	Présenté antérieurement	Ajustement	Tel que présenté
Exercice terminé le 31 décembre 2006 (en millions de dollars, sauf les montants par action)			
Charges d'exploitation	5 022,9	(24,7)	4 998,2
Bénéfice d'exploitation	2 014,7	24,7	2 039,4
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 482,0	24,7	1 506,7
Impôts sur les bénéfices	351,0	2,2	353,2
Bénéfice net et bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 122,5	22,5	1 145,0
Bénéfice par action ordinaire et par action sans droit de vote			
– De base	3,27	0,06	3,33
– Dilué	3,23	0,07	3,30

L'incidence des ajustements effectués pour tenir compte de l'amortissement de l'intégralité des actifs transitoires d'un régime de retraite à prestations déterminées sur la situation financière de la société, y compris les répercussions connexes des variations des impôts, au 31 décembre 2006, s'établit comme suit :

Modifications apportées au bilan consolidé	Présenté antérieurement ¹	Ajustement	Tel que présenté
Au 31 décembre 2006 (en millions de dollars)			
Actif			
Autres actifs			
Frais reportés	956,6	173,1	1 129,7
Total de l'actif	16 488,3	173,1	16 661,4
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme	3 781,3	—	3 781,3
Impôts futurs	1 023,3	53,2	1 076,5
Capitaux propres ²	6 928,1	119,9	7 048,0
Total du passif et des capitaux propres	16 488,3	173,1	16 661,4

1. Les montants au 31 décembre 2006, soit les montants présentés antérieurement, ont été ajustés pour tenir compte du reclassement d'une tranche de 44,0 \$ des impôts futurs dans les impôts à court terme et à long terme et du reclassement d'un montant de 19,9 \$ au titre des frais d'émission de titres de créance.
2. La variation des capitaux propres touche uniquement les bénéfices non répartis. Les bénéfices non répartis au 31 décembre 2005 augmenteraient de 849,7 \$ à 947,1 \$.

Les objectifs annuels de TELUS pour l'exercice 2007 qui sont décrits dans le rapport de gestion annuel de 2006 ne tiennent pas compte d'une charge supplémentaire avant impôts estimative se situant entre 150 millions de dollars et 200 millions de dollars, ou 30 cents à 40 cents par action, au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le montant supplémentaire réel comptabilisé en 2007, qui n'a pas entraîné de sorties de fonds immédiates, représente une charge avant impôts de 168,7 millions de dollars, ou 0,32 cents par action. Le chef de la direction, qui est le principal responsable de l'exploitation, a reçu des rapports réguliers en 2007, soit des rapports tenant compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net et des rapports excluant cette charge. Le tableau ci-après fait état de ces deux points de vue.

Sommaire des résultats consolidés (en millions de dollars, sauf les actions, les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006 (retraité)	Variation	2007	2006 (retraité)	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 330,8	2 254,6	3,4 %	9 074,4	8 681,0	4,5 %
Bénéfice d'exploitation	499,1	477,2	4,6 %	1 974,3	2 039,4	(3,2) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,6	—	—	168,7	—	—
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	499,7	477,2	4,7 %	2 143,0	2 039,4	5,1 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	384,2	333,5	15,2 %	1 498,1	1 506,7	(0,6) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,6	—	—	168,7	—	—
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices (ajusté)	384,8	333,5	15,4 %	1 666,8	1 506,7	10,6 %
Bénéfice net	400,1	240,5	66,4 %	1 257,9	1 145,0	9,9 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, après impôts	0,9	—	—	105,0	—	—
Bénéfice net (ajusté)	401,0	240,5	66,7 %	1 362,9	1 145,0	19,0 %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	1,23	0,71	73,2 %	3,79	3,33	13,8 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, par action	—	—	—	0,32	—	—
Bénéfice par action, de base (ajusté) ¹ (en dollars)	1,23	0,71	73,2 %	4,11	3,33	23,4 %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	1,22	0,70	74,3 %	3,76	3,30	13,9 %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,45	0,375	20,0 %	1,575	1,20	31,3 %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	817,4	747,2	9,4 %	3 171,7	2 803,7	13,1 %
Sorties liées aux activités d'investissement	471,5	422,0	11,7 %	1 771,6	1 675,2	5,8 %
Dépenses en immobilisations	472,5	415,2	13,8 %	1 770,3	1 618,4	9,4 %
Sorties liées aux activités de financement	327,0	311,3	5,0 %	1 368,7	1 148,6	19,2 %
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ² (en milliers) au 31 décembre				11 147	10 715	4,0 %
BAIIA ³	953,4	884,3	7,8 %	3 589,3	3 615,0	(0,7) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	0,6	—	—	168,7	—	—
BAIIA (ajusté) ^{1,3}	954,0	884,3	7,9 %	3 758,0	3 615,0	4,0 %
Flux de trésorerie disponibles ⁴	427,8	231,1	85,1 %	1 573,2	1 596,0	(1,4) %
Ratios d'endettement et de distribution⁵						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration				1,7	1,7	—
Ratio de distribution (en pourcentage)				47	45	2 pts
pt(s) – point(s) de pourcentage						
1. Le bénéfice par action de base (ajusté) et le BAIIA (ajusté) correspondent aux définitions utilisées aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS pour l'exercice 2007.						
2. Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.						
3. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ». Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.						
4. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles ».						
5. Se reporter à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».						

Les faits saillants pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 2, « Résultats d'exploitation », comprennent ce qui suit :

- Le nombre de connexions a augmenté de 432 000, résultat qui tient compte de la hausse de 139 000 au quatrième trimestre de 2007. Au cours de l'exercice, le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 5,57 millions, en hausse de 10 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,18 million, en hausse de 6 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,40 millions, en baisse de 3 %. Fait notable, le nombre d'abonnés à Internet haute vitesse au quatrième trimestre de 2007 a pour la première fois excédé un million et s'est chiffré à 1 020 200. Les ajouts nets d'abonnés des services sans fil se sont établis à 161 400 au quatrième trimestre.
- Les produits d'exploitation se sont accrus de 76,2 millions de dollars et de 393,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement de l'augmentation des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données, qui a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix.

- Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 21,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et il a reculé de 65,1 millions de dollars pour l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. En excluant la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisée en 2007, le bénéfice d'exploitation (ajusté) s'est accru de 22,5 millions de dollars et de 103,6 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à la croissance du BAIIA du secteur des services sans fil, qui a été neutralisée en partie par la hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.
- Le bénéfice avant impôts a augmenté de 50,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et il a diminué de 8,6 millions de dollars pour l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. En excluant l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options, le bénéfice avant impôts a progressé de 51,3 millions de dollars et de 160,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet, en raison de la baisse des coûts de financement et de la hausse du bénéfice d'exploitation (ajusté).
- Le bénéfice net a augmenté de 159,6 millions de dollars et le bénéfice par action de base, de 52 cents, au quatrième trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Au cours de l'exercice complet 2007, le bénéfice net a progressé de 112,9 millions de dollars et le bénéfice par action de base a augmenté de 46 cents, par rapport à la période correspondante de 2006.

Historique du bénéfice net	Trimestres terminés les 31 décembre	Exercices terminés les 31 décembre
2006 (retraité)	240,5	1 145,0
Déduire : ajustements favorables liés aux impôts comptabilisés en 2006	(20)	(171)
Ajouter : ajustements favorables liés aux impôts comptabilisés en 2007	143	250
Variations des éléments suivants :		
BAIIA (ajusté)	46	95
Intérêts débiteurs	15	31
Amortissement des immobilisations corporelles et autres	(23,5)	12,9
2007 (ajusté)	401,0	1 362,9
Option de règlement en espèces net liée aux options en 2007	(0,9)	(105,0)
2007 (présenté)	400,1	1 257,9

- Le nombre moyen d'actions en circulation pour l'exercice complet 2007 était 3,5 % moins élevé qu'en 2006. La diminution du nombre d'actions tient aux rachats d'un montant de 750 millions de dollars effectués dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA ») et à l'émission d'un nombre beaucoup moins élevé d'actions sur le capital autorisé découlant de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.
- La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un autre exercice. En vertu de la quatrième offre, qui prendra fin le 19 décembre 2008, la société peut racheter un nombre maximal de huit millions d'actions ordinaires et de douze millions d'actions sans droit de vote. Se reporter à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités de financement ».

Les faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement », comprennent ce qui suit :

- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 70,2 millions de dollars et de 368,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à la liquidation de certains placements à court terme, à la diminution des intérêts payés, et à la hausse des économies d'impôts et des intérêts connexes.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont progressé de 49,5 millions de dollars et de 96,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats à la hausse sont en grande partie imputables aux investissements initiaux effectués afin de soutenir les nouvelles entreprises clientes ainsi qu'aux dépenses engagées relativement à la capacité et à la couverture des services numériques sans fil.

- Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 15,7 millions de dollars et de 220,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement de la hausse des paiements de dividendes. Le dividende déclaré au quatrième trimestre de 2007 a augmenté de 20 % pour s'établir à 45 cents par action, en hausse par rapport à un dividende déclaré de 37,5 cents par action au cours de chacun des quatre trimestres précédents.
- Les flux de trésorerie disponibles ont progressé de 196,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et ils ont reculé de 22,8 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation trimestrielle de 85 % des flux de trésorerie disponibles tient principalement à la hausse des économies d'impôts et des intérêts connexes, ainsi qu'au différent calendrier des paiements d'intérêts en 2007, lequel découle des activités de financement au premier semestre de l'exercice. Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 1,4 % pour l'exercice complet, car la hausse des dépenses en immobilisations et les paiements en espèces découlant de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options ont été presque entièrement neutralisés par la diminution des intérêts payés et par l'accroissement des recouvrements d'impôts et des intérêts connexes.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA s'est établi à 1,7, soit un résultat qui est demeuré dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende du quatrième trimestre annualisé et du bénéfice réel pour 2007, s'est élevé à 47 %, et le ratio de distribution calculé de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements fiscaux et de la charge au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options, s'est établi à 54 %, soit des résultats qui se situent dans la fourchette visée de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats pour 2007

Nous avons atteint ou excédé la moitié des douze objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés et des résultats sectoriels pour 2007, mais nous n'avons pas atteint les six autres objectifs.

- Nous avons atteint ou excédé trois des quatre objectifs concernant les chiffres consolidés (BAIIA, dépenses en immobilisations et bénéfice par action), mais nous n'avons pas atteint l'objectif concernant les produits d'exploitation.
- Les produits d'exploitation du secteur des services sans fil se sont avérés 2 % inférieurs à l'objectif, résultat qui tient en grande partie au fait que la croissance sur 12 mois des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») a ralenti et même diminué légèrement au second semestre de l'exercice. De plus, les ajouts nets d'abonnés se sont avérés 6 % moins élevés que l'objectif pour l'exercice. Les produits d'exploitation du secteur des services filaires se sont avérés environ 1 % moins élevés que l'objectif initial, en raison d'un ajustement non récurrent défavorable des produits tirés des services interurbains, ainsi que de la baisse des ventes d'équipement et du nombre moins élevé que prévu d'ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse.
- Nous avons atteint l'objectif lié au BAIIA consolidé (ajusté) et largement excédé celui concernant le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires, résultats qui tiennent principalement au fait que les charges de 20,4 millions de dollars au titre de la restructuration se sont avérées inférieures aux charges prévues de 50 millions de dollars. Nous n'avons pas atteint l'objectif lié au BAIIA du secteur des services sans fil, en raison des pressions sur les prix ainsi que de la hausse des coûts d'acquisition des abonnés et des frais de fidélisation.
- L'objectif lié au bénéfice par action (ajusté) s'est avéré 23 % supérieur à l'objectif, en raison d'ajustements favorables liés aux impôts d'environ 75 cents par action. En excluant les ajustements liés aux impôts, le bénéfice par action (ajusté) s'est chiffré à 3,36 \$, soit un résultat qui se situe dans le milieu de la fourchette visée.
- Les dépenses en immobilisations consolidées et les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires et du secteur des services sans fil se sont situées en deçà de 2 % des objectifs respectifs établis.

Au cours de l'exercice, la direction a également fourni des indications révisées pour l'exercice 2007, lorsqu'elle a annoncé les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2007, et lorsqu'elle a annoncé les objectifs pour 2008 et tenu une téléconférence avec les investisseurs le 13 décembre 2007. Nous avons atteint ou excédé dix des objectifs concernant l'exercice 2007 annoncés en décembre, mais nous n'avons pas atteint les deux objectifs concernant le nombre d'abonnés.

Le tableau suivant fournit une comparaison des résultats de TELUS pour 2007 et des objectifs initiaux de 2007, ainsi qu'une comparaison des objectifs de 2008 (annoncés dans le communiqué publié le 13 décembre 2007) et des résultats de 2007. Se reporter à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du présent rapport.

Fiche d'évaluation		Rendement pour 2007			Objectifs pour 2008	
Légende		Résultats réels	Variation par rapport à 2006	Objectifs initiaux	Résultat	Variation par rapport aux résultats réels de 2007
Chiffres consolidés						
Produits d'exploitation		9,074 G\$	4,5 %	9,175 G\$ à 9,275 G\$	X	9,6 G\$ à 9,8 G\$
BAlIA ¹ (2007, ajusté) ²		3,758 G\$	4,0 %	3,725 G\$ à 3,825 G\$	✓	3,8 G\$ à 3,95 G\$
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté) ³		4,11 \$	23,4 %	3,25 \$ à 3,45 \$	✓✓	3,50 \$ à 3,80 \$
Bénéfice par action – de base (2007, ajusté), excluant les incidences fiscales favorables		3,36 \$	18,7 %	3,25 \$ à 3,45 \$	✓	3,50 \$ à 3,80 \$
Dépenses en immobilisations		1,770 G\$	9,4 %	Environ 1,75 G\$	✓	Environ 1,9 G\$
Secteur des services filaires						
Produits d'exploitation (externes)		4,811 G\$	(0,3) %	4,85 G\$ à 4,9 G\$	X	4,975 G\$ à 5,075 G\$
BAlIA (2007, ajusté) ²		1,829 G\$	(1,8) %	1,775 G\$ à 1,825 G\$	✓✓	1,725 G\$ à 1,8 G\$
Dépenses en immobilisations		1,219 G\$	2,4 %	Environ 1,2 G\$	✓	Aucun objectif
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse		103 500	(32,7) %	Plus de 135 000	X	Aucun objectif
Secteur des services sans fil						
Produits d'exploitation (externes)		4,263 G\$	10,5 %	4,325 G\$ à 4,375 G\$	X	4,625 G\$ à 4,725 G\$
BAlIA (2007, ajusté) ²		1,929 G\$	10,1 %	1,95 G\$ à 2,0 G\$	X	2,075 G\$ à 2,15 G\$
Dépenses en immobilisations		551 M\$	29,0 %	Environ 550 M\$	✓	Aucun objectif
Ajouts nets d'abonnés aux services sans fil		514 600	(3,9) %	Plus de 550 000	X	Aucun objectif

1. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement », pour la définition.
2. Le BAlIA (ajusté) réel pour 2007 exclut une charge supplémentaire de 168,7 millions de dollars comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, dont une tranche de 145,1 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche de 23,6 millions de dollars, au secteur des services sans fil. L'objectif concernant le BAlIA (ajusté) pour 2007 exclut une charge estimative se situant entre 150 millions de dollars et 200 millions de dollars, comptabilisée relativement à l'ajout de cette option, dont une tranche se situant entre 120 millions de dollars et 150 millions de dollars devait s'appliquer au secteur des services filaires, et une tranche se situant entre 30 millions de dollars et 50 millions de dollars, au secteur des services sans fil.
3. Le bénéfice par action de base (ajusté) réel pour 2007 exclut une charge par action après impôts de 0,32 \$ comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options, tandis que l'objectif de 2007 exclut une charge estimative se situant entre 0,30 \$ et 0,40 \$ comptabilisée relativement à l'ajout de cette option.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2007 ont été annoncés, en décembre 2006.

Principales hypothèses liées aux objectifs pour 2007	Résultat réel jusqu'à ce jour
Croissance du PIB réel de 2,7 % au Canada (révisée à la baisse au cours de l'exercice)	Dans le cadre de ses perspectives pour l'automne et pour l'hiver, le Conference Board du Canada a publié des estimations selon lesquelles le taux de croissance du PIB réel du Canada sera de 2,6 % pour 2007 et de 2,8 % pour 2008, et il prévoit une croissance supérieure à la normale en Alberta et en Colombie-Britannique.
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Les décisions du CRTC concernant l'abstention de la réglementation témoignent de la saine concurrence dans les marchés affaires et consommateurs où TELUS est l'entreprise titulaire. Les câblodistributeurs ont amorcé la commercialisation des services de téléphonie de base auprès des travailleurs autonomes et des petites entreprises, et ils ont accru le nombre de promotions visant l'offre de services de base assortis de tarifs moins élevés dans le marché résidentiel.
Abstention de la réglementation des services filaires locaux de détail dans les principaux marchés urbains d'ici le second semestre de 2007	Les hypothèses concernant les marchés des clients résidentiels, qui couvrent environ 75 % des lignes résidentielles de TELUS, dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé, et environ les deux tiers des lignes d'affaires de TELUS, ont été confirmées.
Aucune autre réduction des prix à la consommation par suite d'un plafonnement des prix	La décision du CRTC concernant les paramètres de la prochaine période de plafonnement des prix a été annoncée le 30 avril 2007, ce qui confirme l'hypothèse.
Gain de 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Selon les estimations de la société et les ajouts nets dans le marché canadien (excluant les incidences des radiations des abonnés de la concurrence), le gain au titre de la pénétration du marché pour 2007 s'établit dans la tranche supérieure de la fourchette pour cette hypothèse.
Comptabilisation de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration	La charge constatée en 2007 s'est élevée à 20,4 millions de dollars, soit un montant inférieur à la charge prévue.
Taux d'imposition combiné prévu par la loi de 33 % à 34 %	Ce taux s'est élevé à 33,6 % en 2007, ce qui confirme l'hypothèse. Toutefois, le taux d'imposition effectif s'est établi à 15,6 % en 2007, en raison de règlements et de redressements favorables de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, ainsi que des modifications récentes des taux d'imposition fédéraux futurs, qui ont donné lieu à d'importantes réévaluations des passifs d'impôts futurs.
Taux d'actualisation de 5,0 % et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite	Les hypothèses pour 2007 ont été confirmées.
Nombre moyen d'actions en circulation de TELUS se situant entre 330 millions et 335 millions pour l'exercice complet	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 331,7 millions au cours de 2007.

1.5 Objectifs financiers et d'exploitation pour 2008

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du présent rapport. Les objectifs de TELUS pour 2008 qui sont illustrés dans le tableau qui précède ont initialement été annoncés le 13 décembre 2007.

Les prévisions concernant le bénéfice par action pour 2008 tiennent compte d'une hausse globale prévue du bénéfice d'exploitation, de la réduction prévue des taux d'imposition et de la diminution prévue du nombre total d'actions en circulation en raison des rachats d'actions que la société continue d'effectuer. Le taux de croissance du bénéfice par action pour 2008 devait être neutralisé par une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, ainsi que par la légère hausse des frais de financement liés à l'acquisition d'Emergis pour un montant de 743 millions de dollars, lesquelles seront atténuées en partie par la baisse des taux d'intérêt découlant du refinancement de la dette moyennant des taux d'intérêt moins élevés en 2007.

Les dépenses en immobilisations en 2008 devraient se chiffrer à environ 1,9 milliard de dollars, soit une hausse de 130 millions de dollars. Cette hausse reflète les investissements importants que la société compte effectuer relativement à l'infrastructure du réseau, de manière à améliorer les capacités liées à la largeur de bande, à développer de nouvelles applications et à améliorer la couverture et la capacité des services sans fil à haute vitesse. Ces dépenses serviront également à soutenir la croissance continue du marché de l'habitation en Alberta et en Colombie-Britannique, qui est supérieure à la croissance moyenne au pays, et elles incluent les dépenses imputées à l'accroissement de la clientèle découlant des importants nouveaux contrats conclus dans le centre du Canada. Les dépenses en immobilisations pour 2008 incluent aussi les investissements graduels effectués relativement à la mise en œuvre du nouveau système d'entrée des commandes et de facturation consolidé en Colombie-Britannique.

Hypothèses formulées pour les objectifs de 2008
Croissance estimative du PIB réel du Canada de 2,8 %;
Parité ou quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain;
Concurrence accrue au chapitre des services filaires dans les marchés affaires et consommateurs, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP;
L'hypothèse selon laquelle l'acquisition d'Emergis aurait des répercussions à compter de mars 2008; l'opération a été conclue à la mi-janvier 2008 et elle devrait avoir une incidence négligeable sur les objectifs pour 2008;
Gain estimatif de 4,5 à 5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada;
Les dépenses en immobilisations ne tiennent pas compte de la participation possible de la société aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE;
Aucun nouveau venu ne devrait pénétrer le marché des services sans fil en 2008;
Charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration, qui comprennent un montant d'environ 10 millions de dollars lié à l'intégration d'Emergis;
Taux d'imposition combiné prévu par la loi se situant entre 31 % et 32 %;
Taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base par rapport à 2007) et rendement moyen à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (inchangé par rapport à 2007);
Nombre moyen d'actions de TELUS en circulation d'environ 320 millions pour l'exercice complet.

TELUS maintient ses lignes directrices financières à long terme, comme un ratio dette nette/BAlIA de 1,5 à 2,0 fois et un ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Les objectifs pour 2008 sont conformes à ces lignes directrices. En se basant sur un examen à jour de la situation fiscale de la société, TELUS s'attend à payer un montant minime d'impôts en espèces en 2008 et d'importants montants d'impôts en espèces à compter de 2009.

L'achat possible d'un nombre maximal de 20 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2007 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

La société s'attend à ce que les flux de trésorerie soient plus que suffisants pour satisfaire à ses besoins au chapitre de l'exploitation en 2008, mais il se pourrait que TELUS ait besoin d'un financement supplémentaire relativement à l'acquisition d'Emergis et aux fins des enchères de spectre prévues. TELUS a accepté une feuille de modalités de prêt consenties par un petit groupe de banques canadiennes relativement à une nouvelle facilité de crédit renouvelable de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours. Cette nouvelle facilité permettra à TELUS de disposer de liquidités supplémentaires et de continuer à atteindre l'un de ses objectifs financiers, qui vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars. Se reporter à la rubrique 4.5, « Facilités de crédit ».

2. Résultats d'exploitation

2.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction générale (principal responsable de l'exploitation).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels

Certains chiffres correspondants de 2006 ont été retraités, comme il est décrit à la rubrique 1.3.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006
Produits d'exploitation par secteurs (externes)								
Secteur des services filaires	1 220,3	1 204,6	1 180,1	1 205,6	1 234,3	1 200,3	1 189,9	1 198,6
Secteur des services sans fil	1 110,5	1 105,3	1 048,0	1 000,0	1 020,3	1 010,4	945,3	881,9
Produits d'exploitation (consolidés)	2 330,8	2 309,9	2 228,1	2 205,6	2 254,6	2 210,7	2 135,2	2 080,5
Charges d'exploitation	1 371,3	1 316,5	1 340,3	1 436,6	1 362,4	1 239,7	1 201,2	1 194,9
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	6,1	6,4	3,2	4,7	7,9	12,5	30,7	16,7
BAIIA ¹	953,4	987,0	884,6	764,3	884,3	958,5	903,3	868,9
Amortissement des immobilisations corporelles	386,2	332,5	318,3	317,7	353,2	325,8	335,2	339,2
Amortissement des actifs incorporels	68,1	70,1	72,5	49,6	53,9	57,5	46,9	63,9
Bénéfice d'exploitation	499,1	584,4	493,8	397,0	477,2	575,2	521,2	465,8
Autres charges (produits)	5,8	8,0	18,5	3,8	10,1	4,0	9,6	4,3
Coûts de financement	109,1	86,2	127,2	117,6	133,6	116,6	127,5	127,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	384,2	490,2	348,1	275,6	333,5	454,6	384,1	334,5
Impôts sur les bénéfices	(18,0)	78,6	93,7	79,3	91,6	128,3	15,1	118,2
Part des actionnaires sans contrôle	2,1	1,7	1,3	1,5	1,4	2,4	2,6	2,1
Bénéfice net	400,1	409,9	253,1	194,8	240,5	323,9	366,4	214,2
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote								
- De base	1,23	1,24	0,76	0,58	0,71	0,95	1,06	0,61
- Dilué	1,22	1,23	0,75	0,57	0,70	0,94	1,05	0,61
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,45	0,375	0,375	0,375	0,375	0,275	0,275	0,275

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour la définition.

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance solide des produits tirés des services de réseau sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés. Les PMAA (produits moyens par appareil d'abonné) liés aux services sans fil ont diminué de 0,87 \$ et de 0,80 \$, respectivement, aux troisième et quatrième trimestres de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La diminution des PMAA au second semestre de l'exercice fait suite aux augmentations sur 12 mois enregistrées pendant 18 trimestres de suite. Cependant, les PMAA pour l'exercice complet 2007 ont augmenté de 0,10 \$. La récente baisse sur 12 mois des PMAA trimestriels tient au fait que la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données a été neutralisée par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix, laquelle découle de la réorientation de la gamme de produits, de la concurrence au chapitre des tarifs et de la réduction des prix à la minute.

La tendance reflète également la croissance marquée des produits tirés des services filaires de transmission de données. Cette croissance a toutefois été neutralisée entièrement par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, imputable au passage vers les services sans fil et Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services sans fil moins élevé. Le caractère saisonnier a, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et les coûts connexes.

Comme il est fait mention à la rubrique 1.3, les charges d'exploitation trimestrielles en 2007 tiennent compte d'une charge comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux attributions d'options sur actions. La charge (le recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007 s'est établie à 173,5 millions de dollars, à 1,8 million de dollars, à (7,2) millions de dollars et à 0,6 million de dollars, respectivement. Le crédit constaté au troisième trimestre reflète un ajustement du montant estimatif initial comptabilisé. Les coûts de restructuration ont varié d'un trimestre à l'autre, en fonction des progrès accomplis dans le cadre des mesures continues mises en œuvre.

La tendance à la baisse observée au chapitre de l'amortissement des immobilisations corporelles a pris fin au second semestre de 2007, la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et à la gestion du réseau ayant donné lieu à des réductions de valeur d'environ 20 millions de dollars et 47 millions de dollars, respectivement, aux troisième et quatrième trimestres de 2007. La tendance à la baisse observée précédemment a été interrompue par la constatation, au quatrième trimestre de 2006, d'une provision d'environ 17 millions de dollars au titre de l'alignement des durées de service estimatives des actifs de TELUS Québec découlant de l'intégration des systèmes financiers. L'amortissement des immobilisations corporelles devrait augmenter légèrement pour l'exercice complet 2008, en raison d'une augmentation prévue des immobilisations. Se reporter à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Par suite de la mise en place d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en mars 2007, un montant supplémentaire de 18 millions de dollars a été comptabilisé au titre des actifs incorporels aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007, ce qui a renversé la tendance à la baisse au chapitre de l'amortissement des actifs incorporels. Par ailleurs, aux deuxième et quatrième trimestres de 2006 et au premier trimestre de 2007, respectivement, des montants d'environ 12 millions de dollars, 5 millions de dollars et 5 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité.

En ce qui concerne les coûts de financement illustrés dans le tableau ci-dessus, la tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflète une baisse, sauf en ce qui a trait aux intérêts débiteurs relatifs à une décision de justice au titre d'une poursuite liée à une affaire de remboursement d'obligations de BC TEL remontant à 1997 (y compris des charges de 7,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006). La baisse séquentielle des coûts de financement au troisième trimestre de 2007 tenait à la réduction des taux d'intérêt effectifs et de l'encours de la dette, ainsi qu'à la hausse des intérêts créditeurs liés aux remboursements d'impôt. Les coûts de financement au cours des huit périodes illustrées sont présentés déduction faite des montants variés au titre des intérêts créditeurs.

La tendance généralement à la hausse observée au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices imposées par la loi, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

Ajustements liés aux impôts								
(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006
Incidence approximative sur le bénéfice net	143	93	10	4	20	30	124	(3)
Incidence approximative sur le bénéfice par action	0,44	0,28	0,03	0,01	0,06	0,09	0,36	(0,01)
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,79	0,96	0,73	0,57	0,65	0,86	0,70	0,62

2.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %, et l'effectif)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Produits d'exploitation	2 330,8	2 254,6	3,4 %	9 074,4	8 681,0	4,5 %
Charges d'exploitation	1 371,3	1 362,4	0,7 %	5 464,7	4 998,2	9,3 %
Coûts de restructuration	6,1	7,9	(22,8) %	20,4	67,8	(69,9) %
BAIIA ¹	953,4	884,3	7,8 %	3 589,3	3 615,0	(0,7) %
Amortissement des immobilisations corporelles	386,2	353,2	9,3 %	1 354,7	1 353,4	0,1 %
Amortissement des actifs incorporels	68,1	53,9	26,3 %	260,3	222,2	17,1 %
Bénéfice d'exploitation	499,1	477,2	4,6 %	1 974,3	2 039,4	(3,2) %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	1 370,7	1 362,4	0,6 %	5 296,0	4 998,2	6,0 %
BAIIA (ajusté) ²	954,0	884,3	7,9 %	3 758,0	3 615,0	4,0 %
Bénéfice d'exploitation (ajusté) ²	499,7	477,2	4,7 %	2 143,0	2 039,4	5,1 %
Marge du BAIIA ³	40,9	39,2	1,7 pt	39,6	41,6	(2,0) pts
Marge du BAIIA (ajustée) ³	40,9	39,2	1,7 pt	41,4	41,6	(0,2) pt
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	33 374	31 094	7,3 %			

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. Exclut une charge supplémentaire de 0,6 million de dollars et de 168,7 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le BAIIA (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation. Le BAIIA (ajusté) correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.
3. BAIIA ou BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 2.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 2.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont augmenté de 76,2 millions de dollars et de 393,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La croissance des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données continue d'excéder la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix. Les produits d'exploitation consolidés pour l'exercice complet 2007 tiennent compte d'une réduction non récurrente d'environ 13 millions de dollars des produits tirés des services interurbains, qui a été comptabilisée au deuxième trimestre. Cet ajustement tient aux améliorations apportées au système de facturation, lesquelles fournissent des données plus exactes aux fins de l'estimation des produits gagnés, mais non facturés.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 8,9 millions de dollars et de 466,5 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation tient compte de la charge supplémentaire comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de la charge supplémentaire se sont accrues de 8,3 millions de dollars et de 297,8 millions de dollars, respectivement, résultat qui tient essentiellement à la hausse des charges du secteur des services sans fil à l'appui de la croissance sur 12 mois de 10 % du nombre d'abonnés et à l'augmentation des produits tirés du réseau sans fil. Par ailleurs, les charges du secteur des services filaires pour l'exercice complet ont augmenté, en raison principalement des coûts liés à la conversion du système de facturation et des coûts liés à la main-d'œuvre externe requise pour améliorer les niveaux de service, ainsi qu'en raison de l'accroissement de l'effectif. La charge nette de TELUS au titre du régime de retraite à prestations déterminées a diminué d'environ 63 millions de dollars pour l'exercice complet, en raison surtout du rendement favorable des actifs du régime en 2006.

L'effectif a augmenté afin de soutenir la prestation de services d'impartition aux clients de TELUS par le secteur des services filaires, notamment les services d'impartition des ressources humaines et les services des centres d'appels internationaux, et de manière à soutenir la hausse du nombre d'abonnés des services sans fil. L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société a augmenté d'environ 1 080 personnes au 31 décembre 2007 en comparaison de l'exercice précédent. Dans les autres divisions du secteur des services filaires, l'effectif (équivalent temps plein) a augmenté de 767 personnes ou 4 %. Dans le secteur des services sans fil, l'effectif (équivalent temps plein) a augmenté de 433 personnes ou 6 % afin de soutenir la croissance à deux chiffres du nombre d'abonnés, des produits d'exploitation et du BAIIA.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont diminué de 1,8 million de dollars et de 47,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les charges de restructuration constatées en 2007 concernent plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle. La société s'attend à ce que les charges au titre de ces initiatives se chiffrent à environ 50 millions de dollars en 2008.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a augmenté de 69,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et il a diminué de 25,7 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge constatée relativement à l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 69,7 millions de dollars et de 143,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a reculé, en raison principalement de l'incidence de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle (comme il est décrit à la rubrique 5.3, « Risques liés aux processus »). Le BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil s'est accru, l'accroissement du nombre d'abonnés ayant donné lieu à une hausse des produits tirés des services de réseau, mais il a été neutralisé en partie par l'augmentation des charges d'exploitation à l'appui de la croissance du nombre d'abonnés et par l'accroissement des frais de fidélisation.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 33,0 millions de dollars et de 1,3 million de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits et à la gestion du réseau a entraîné des réductions de valeur d'environ 47 millions de dollars et 67 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par une provision de 17 millions de dollars constatée au quatrième trimestre de 2006 au titre de l'alignement des durées de service estimatives des actifs de TELUS Québec découlant de l'intégration des systèmes financiers, ainsi que par la radiation de certains actifs liés au réseau plus tôt au cours de 2006.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 14,2 millions de dollars et de 38,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La mise en service d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en mars 2007 a entraîné une hausse de l'amortissement des actifs incorporels de 18,0 millions de dollars et de 54,0 millions de dollars, respectivement. L'amortissement dégressif d'un montant de 5,0 millions de dollars a été comptabilisé au deuxième trimestre de 2007, au titre des actifs liés à l'abandon des services fournis par AMP'D Mobile Canada. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la diminution de l'amortissement au titre d'autres logiciels qui sont entièrement amortis. De plus, au cours de l'exercice complet 2007 ainsi que du quatrième trimestre de 2006 et de l'exercice complet 2006, respectivement, des montants d'environ 5 millions de dollars, 5 millions de dollars et 17 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après que le fisc a établi leur admissibilité.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 21,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et il a diminué de 65,1 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le bénéfice d'exploitation (ajusté) a progressé de 22,5 millions de dollars et de 103,6 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet, car l'accroissement du BAIIA (ajusté) a été neutralisé en partie par l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
5,8	10,1	(42,6) %	36,1	28,0	28,9	%

Les autres charges ont diminué de 4,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et ont augmenté de 8,1 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La charge liée à la titrisation de créances s'est chiffrée à 5,3 millions de dollars et à 20,7 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, soit des résultats à la baisse de 0,3 million de dollars et à la hausse de 2,7 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. (Se reporter à la rubrique 4.6, « Vente de créances »). L'augmentation des charges pour l'exercice complet 2007 tient compte de la radiation, au deuxième trimestre, d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre de la participation de la société dans AMP'D Mobile Inc., et un montant d'environ 4 millions de dollars au titre des coûts divers liés à l'évaluation portant sur l'acquisition possible de BCE, évaluation sur laquelle la société s'est basée pour annoncer, en août, qu'elle ne comptait pas présenter une offre aux fins de l'acquisition de BCE. Les gains nets à la vente de propriétés et d'autres investissements, y compris les ajustements de l'évaluation liés aux investissements détenus à des fins de transaction, ont excédé les gains nets comptabilisés en 2006.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres ¹	109,6	132,5	(17,3) %	464,5	510,6	(9,0) %
Pertes (gains) de change	1,9	1,9	—	13,0	6,4	103,1 %
Intérêts créditeurs	(2,4)	(0,8)	n.s.	(37,4)	(12,3)	n.s.
	109,1	133,6	(18,3) %	440,1	504,7	(12,8) %

n.s. non significatif

1. Comprend un montant estimatif en 2006 relativement au règlement d'une poursuite.

Les intérêts débiteurs ont diminué de 22,9 millions de dollars et de 46,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette diminution est principalement attribuable aux activités de financement au premier semestre de 2007 (se reporter à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités de financement »), qui ont donné lieu à une baisse du taux d'intérêt effectif pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2007, ainsi qu'à la diminution du solde moyen de la dette au second semestre de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La baisse du taux d'intérêt effectif a été neutralisée en partie par l'augmentation du solde moyen de la dette pour l'exercice complet 2007, car les titres de créance ont été émis en mars 2007, et les effets de commerce, en mai, avant le remboursement, le 1^{er} juin, de billets d'un montant de 1 483,3 millions de dollars (1 166,5 millions de dollars US) arrivés à échéance. La dette nette de la société à la clôture de l'exercice (telle qu'elle est calculée à la rubrique 6.4) se chiffrait à 6 142 millions de dollars au 31 décembre 2007, en baisse de 2 % par rapport à 6 278 millions de dollars à l'exercice précédent.

La baisse des intérêts débiteurs au cours de l'exercice complet 2007 tient également compte d'un ajustement découlant de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* (comptabilisation et évaluation des instruments financiers). En mars 2007, la société a résilié des swaps de taux d'intérêt différés, et des intérêts payés d'avance d'environ 10 millions de dollars ont été reportés et seront amortis sur 10 ans, soit la durée de la nouvelle dette.

Les intérêts créditeurs se sont accrus de 1,6 million de dollars et de 25,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement de la constatation d'un montant plus élevé d'intérêts sur les remboursements d'impôt, ainsi que de la hausse des intérêts tirés des placements au cours de l'exercice complet.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés aux taux d'imposition prévus par la loi, établis en fonction du bénéfice net avant impôts	129,2	111,4	16,0 %	503,0	505,6	(0,5) %
Réévaluation du passif d'impôts futurs	(140,8)	(0,2)	—	(177,3)	(113,1)	—
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(2,9)	(16,4)	—	(79,2)	(40,3)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	1,8	1,5	—	(3,6)	6,4	—
Autres	(5,3)	(4,7)	—	(9,3)	(5,4)	—
	(18,0)	91,6	n.s.	233,6	353,2	(33,9) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	33,6	33,4	0,2 pt	33,6	33,6	—
Taux effectifs (en %)	(4,7)	27,5	n.s.	15,6	23,4	(7,8) pts

L'augmentation de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au quatrième trimestre de 2007 et sa diminution au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, découlent principalement des variations comparables de 15,2 % et de (0,6) %, respectivement, du bénéfice avant impôts. Les taux d'imposition effectifs étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison des redressements et des règlements favorables de questions fiscales touchant des exercices antérieurs ainsi que de la réévaluation du passif d'impôts futurs. La réévaluation du passif d'impôts futurs découle des réductions des taux d'imposition fédéraux futurs entrées en vigueur, ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires. Les modifications des taux d'imposition fédéraux sont entrées en vigueur en décembre 2007, ainsi qu'au cours des deuxièmes trimestres de 2007 et de 2006.

En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de TELUS ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, la société prévoit que les paiements d'impôts en espèces seront relativement faibles en 2008 et que les recouvrements en espèces seront supérieurs aux paiements prévus. La société prévoit une hausse considérable des paiements d'impôts sur les bénéfices 2009. Le taux d'imposition combiné prévu par la loi devrait être d'environ 31 % à 32 % pour 2008.

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	2,1	1,4	50,0 %	6,6	8,5	(22,4) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans plusieurs petites filiales.

Résultat étendu

La société a adopté, avec prise d'effet à l'exercice 2007, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») concernant la comptabilisation du résultat étendu (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*). À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers. Le calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

2.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Services locaux de transmission de la voix ¹	505,4	527,5	(4,2) %	2 064,4	2 119,8	(2,6) %
Services interurbains de transmission de la voix ²	178,7	197,7	(9,6) %	715,3	810,3	(11,7) %
Services de transmission de données ³	466,2	435,0	7,2 %	1 771,9	1 642,5	7,9 %
Autres	70,0	74,1	(5,5) %	259,0	250,5	3,4 %
Produits d'exploitation externes	1 220,3	1 234,3	(1,1) %	4 810,6	4 823,1	(0,3) %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	30,7	26,5	15,8 %	114,2	98,3	16,2 %
Total des produits d'exploitation	1 251,0	1 260,8	(0,8) %	4 924,8	4 921,4	0,1 %

1. Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'environ 70 millions de dollars ou 3,3 % pour l'exercice complet 2007, compte non tenu de l'incidence des ajustements réglementaires comptabilisés au premier trimestre de 2007.
2. Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont reculé d'environ 82 millions de dollars ou 10,1 % pour l'exercice complet 2007, compte non tenu de l'incidence, au deuxième trimestre de 2007, de la conversion du système de facturation.
3. Les produits tirés des services de transmission de données se sont accrus d'environ 140 millions de dollars ou 8,5 % pour l'exercice complet 2007, compte non tenu de l'incidence des deux réductions de tarifs rétroactives causées par la concurrence au premier trimestre de 2007.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont diminué de 9,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, par rapport au trimestre correspondant de 2006. Pour l'exercice complet 2007, les produits d'exploitation ont augmenté de 3,4 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé comparativement à 2006.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 22,1 millions de dollars et de 55,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats à la baisse découlent principalement de la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels, résultat qui a été neutralisé en partie par la croissance des services locaux d'affaires et par les hausses de certains tarifs. Le recul des produits tirés des services locaux au cours de l'exercice complet 2007 a été neutralisé en partie par les recouvrements d'environ 14,5 millions de dollars au titre des comptes de report constatés au premier trimestre. Le recouvrement au titre des comptes de report a neutralisé les ajustements rétroactifs obligatoires défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données, lesquels découlent de deux décisions du CRTC (le « Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes »), et qui comprenaient le recouvrement de montants engagés précédemment au titre de la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage.

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 31 décembre		
	2007	2006	Variation
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 596	2 775	(6,5) %
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 808	1 773	2,0 %
Total des lignes d'accès au réseau	4 404	4 548	(3,2) %
(en milliers)	Trimestres terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(47)	(34)	(38,2) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	8	3	n.s.
Variation du total des lignes d'accès au réseau	(39)	(31)	(25,8) %
	Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation
(179)	(153)	(17,0) %	
35	10	n.s.	
(144)	(143)	(0,7) %	

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs et des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs, qui ont élargi leur couverture géographique et introduit des services téléphoniques assortis de tarifs moins élevés), ainsi que du remplacement de la technologie tenant au fait que les abonnés utilisent les services sans fil. Dans une moindre mesure, le nombre de lignes résidentielles secondaires a diminué en raison de la migration des abonnés à Internet communiqué vers le service Internet haute vitesse. Le nombre de lignes résidentielles perdues au cours de chaque trimestre de 2007 a excédé les pertes enregistrées au cours des trimestres correspondants de 2006. Par contre, la hausse du nombre de lignes commerciales au cours de chaque trimestre de 2007 s'est avérée égale ou supérieure aux gains nets de lignes commerciales enregistrés en 2006. La hausse nette du nombre de lignes commerciales s'est produite dans les régions urbaines de l'Ontario et du Québec où la société n'est pas l'entreprise titulaire.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 19,0 millions de dollars et de 95,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette diminution tient principalement à la baisse de la moyenne des tarifs à la minute provenant de la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie et à la diminution des volumes à la minute pour les lignes commerciales, neutralisées en partie par la hausse des volumes à la minute pour les lignes résidentielles. Par ailleurs, la société a constaté une réduction non récurrente d'environ 13 millions de dollars au deuxième trimestre de 2007, en raison des améliorations apportées au système de facturation, lesquelles fournissent des données plus exactes aux fins de l'estimation des produits gagnés, mais non facturés.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 31,2 millions de dollars et de 129,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette augmentation tient principalement aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse. Les produits tirés des services de gestion de données découlant de la prestation aux clients de services d'impartition des processus opérationnels et de la prestation aux consommateurs de services de divertissement numériques dans les marchés urbains plus importants où la société est l'entreprise titulaire, ont eux aussi augmenté.

Conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base), des réductions de tarifs rétroactives totalisant environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées dans les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données de base au premier trimestre de 2007.

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 31 décembre		
	2007	2006	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	1 020,2	916,7	11,3 %
Abonnés à Internet communiqué	155,3	194,1	(20,0) %
Total des abonnés aux services Internet	1 175,5	1 110,8	5,8 %
(en milliers)	Trimestres terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	26,2	44,4	(41,0) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet communiqué	(9,3)	(11,4)	18,4 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	16,9	33,0	(48,8) %
	Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation
103,5	153,7	(32,7) %	
(38,8)	(42,1)	7,8 %	
64,7	111,6	(42,0) %	

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les marchés concurrentiels, ainsi que l'incidence du nouveau système de facturation et de service à la clientèle, lequel a réduit temporairement la capacité de traitement des commandes de la société au deuxième trimestre, et réduit cette capacité dans une moindre mesure au troisième trimestre. Les tarifs Internet haute vitesse ont été majorés de 1 \$ par mois au deuxième trimestre de 2006; ces hausses s'appliquent aux clients qui ne bénéficient pas de tarifs protégés et elles ont contribué à l'augmentation générale des produits moyens par abonné en 2007.

- Les autres produits ont diminué de 4,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et ils ont augmenté de 8,5 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation pour l'exercice complet est principalement attribuable à la diminution de la provision au titre des rabais tarifaires pour la qualité du service fourni, laquelle tient à l'amélioration de la qualité du service fourni, mesurée au moyen des indicateurs de qualité du service du CRTC, ainsi qu'aux décisions favorables du CRTC concernant les demandes d'exclusion liées au temps violent qui a sévi et à d'autres événements extraordinaires. Les ventes d'équipement de transmission de la voix ont diminué au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires ¹ (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif, avant l'option de règlement en espèces net liée aux options	447,0	436,0	2,5 %	1 729,1	1 665,9	3,8 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	1,5	—	—	145,1	—	—
Autres charges d'exploitation	334,2	367,3	(9,0) %	1 347,6	1 331,8	1,2 %
Charges d'exploitation	782,7	803,3	(2,6) %	3 221,8	2 997,7	7,5 %
Coûts de restructuration	5,9	5,2	13,5 %	19,5	61,6	(68,3) %
Total des charges d'exploitation	788,6	808,5	(2,5) %	3 241,3	3 059,3	5,9 %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	781,2	803,3	(2,8) %	3 076,7	2 997,7	2,6 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ²	787,1	808,5	(2,6) %	3 096,2	3 059,3	1,2 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période ³	25 731	23 884	7,7 %			

1. Les salaires et charges sociales, les charges d'exploitation et le total des charges d'exploitation pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2006 ont diminué de 5,7 millions de dollars et de 22,8 millions de dollars, respectivement, par rapport aux montants présentés antérieurement, en raison de la correction décrite à la rubrique 1.3.
2. Exclut la charge supplémentaire comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.
3. L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société s'élevait à environ 5 747 personnes le 31 décembre 2007, et à environ 4 667 personnes le 31 décembre 2006. L'effectif (équivalent temps plein) responsable des autres activités a augmenté de 767 personnes ou 4 %.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a diminué de 19,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et a augmenté de 182,0 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement des charges constatées relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de ces charges a progressé de 18,4 millions de dollars et de 36,9 millions de dollars, respectivement. Les charges au cours de l'exercice complet 2007 tiennent compte de coûts d'environ 24 millions de dollars liés à la conversion du système de facturation et de service à la clientèle en Alberta. Une tranche d'environ 8 millions de dollars de ces coûts additionnels a été inscrite dans les salaires et charges sociales des centres de contact client, et une tranche d'environ 16 millions de dollars visant principalement les coûts liés à la main-d'œuvre externe a été comptabilisée dans les autres charges d'exploitation. Les coûts liés à la main-d'œuvre externe pour l'exercice complet 2007 tiennent également compte de coûts d'environ 4 millions de dollars engagés relativement au travail en retard causé par le temps violent qui a sévi à la fin de 2006 et au début de 2007, ainsi que des coûts engagés au deuxième trimestre de 2007 en prévision des inondations prévues en Colombie-Britannique.

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont augmenté de 11,0 millions de dollars et de 63,2 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation découle principalement de l'accroissement de l'effectif, des hausses prévues au chapitre de la rémunération, ainsi que des coûts liés aux centres de contact client engagés aux fins de la conversion du système de facturation, facteurs neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre du régime de retraite à prestations déterminées.

- Les autres charges d'exploitation ont reculé de 33,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et elles ont augmenté de 15,8 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La diminution au quatrième trimestre tient principalement à la baisse du coût des ventes lié aux ventes d'équipement de transmission de la voix et de données, y compris la baisse des activités de chargement des abonnés liées à Internet haute vitesse, ainsi qu'à la capitalisation accrue des coûts liés à la main-d'œuvre relatifs à la hausse des dépenses en immobilisations en 2007. L'augmentation constatée au cours de l'exercice complet tient compte de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe requise pour le soutien du système de facturation et de service à la clientèle et pour les activités de réparation et d'installation visant à améliorer les niveaux de service, ainsi que des coûts à la hausse liés à la main-d'œuvre externe requise en raison du temps violent qui a sévi, facteurs neutralisés en partie par i) la diminution des frais de transit et de résiliation découlant de la baisse des tarifs à la minute, compensée en partie par la hausse des volumes à la minute d'appels sortants; ii) la diminution des charges découlant des décisions du CRTC concernant le dispositif d'extension du service de base et les frais de liaison d'accès aux réseaux; iii) la capitalisation accrue des coûts liés à la main-d'œuvre relatifs à la hausse des dépenses en immobilisations pour 2007.
- Les coûts de restructuration en 2007 concernaient plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle. Ils ont augmenté de 0,7 million de dollars au cours du quatrième trimestre de 2007 et ont reculé de 42,1 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
BAIIA	462,4	452,3	2,2 %	1 683,5	1 862,1	(9,6) %
BAIIA (ajusté) ¹	463,9	452,3	2,6 %	1 828,6	1 862,1	(1,8) %
Marge du BAIIA	37,0	35,9	1,1 pt	34,2	37,8	(3,6) pts
Marge du BAIIA (ajustée)	37,1	35,9	1,2 pt	37,1	37,8	(0,7) pt

1. Exclut une charge supplémentaire de 1,5 million de dollars et de 145,1 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 10,1 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2007 et a reculé de 178,6 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a progressé de 11,6 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2007 et il a diminué de 33,5 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation constatée au quatrième trimestre est en grande partie attribuable à la capitalisation accrue des coûts liés à la main-d'œuvre relatifs à la hausse des dépenses en immobilisations en 2007. La diminution au cours de l'exercice complet tient principalement aux coûts d'environ 37 millions de dollars (y compris un ajustement non récurrent de 13 millions de dollars au titre des produits tirés des services interurbains) engagés relativement à la conversion du système de facturation ainsi qu'aux coûts à la hausse d'environ 4 millions de dollars liés à la main-d'œuvre requise pour éliminer le travail en retard causé par le temps violent et aux préparatifs d'urgence.

2.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Services de réseau	1 039,4	952,3	9,1 %	4 008,5	3 605,5	11,2 %
Équipement	71,1	68,0	4,6 %	255,3	252,4	1,1 %
Produits d'exploitation externes	1 110,5	1 020,3	8,8 %	4 263,8	3 857,9	10,5 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	6,9	6,3	9,5 %	26,9	23,4	15,0 %
Total des produits d'exploitation	1 117,4	1 026,6	8,8 %	4 290,7	3 881,3	10,5 %

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	Aux 31 décembre		
	2007	2006	Variation
Abonnés – postpayés ¹	4 440,5	4 078,6	8,9 %
Abonnés – prépayés	1 127,4	977,3	15,4 %
Abonnés – total	5 567,9	5 055,9	10,1 %
Population ² couverte par les services numériques, y compris l'itinérance et la revente (en millions) ³	31,6	31,0	1,9 %
Trimestres terminés les 31 décembre			
2007		2006	Variation
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	240,4	236,3	1,7 %
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	180,7	142,8	26,5 %
Ajouts bruts d'abonnés – total	421,1	379,1	11,1 %
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	106,4	129,5	(17,8) %
Ajouts nets d'abonnés – prépayés ⁴	55,0	52,1	5,6 %
Ajouts nets d'abonnés – total	161,4	181,6	(11,1) %
PMAA (en dollars) ⁵	63,70	64,50	(1,2) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ^{4, 5}	1,59	1,33	0,26 pt
Produits à long terme par abonné (en dollars) ⁵	4 015	4 850	(17,2) %
Frais d'acquisition ⁶ par ajout brut d'abonné (en dollars) ⁵	352	436	(19,3) %
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme par abonné (en %) ⁵	8,8	9,0	(0,2) pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	411	404	1,7 %
BAIIA (en millions de dollars)	491,0	432,0	13,7 %
BAIIA (ajusté) ⁷ (en millions de dollars)	490,1	432,0	13,4 %
BAIIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	47,2	45,4	1,8 pt
BAIIA (ajusté) en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	47,2	45,4	1,8 pt
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ⁵	8,6	7,7	0,9 pt
BAIIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars) ⁵	639,4	597,2	7,1 %
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	638,5	597,2	6,9 %
Exercices terminés les 31 décembre			
2007		2006	Variation

pt(s) – point(s) de pourcentage

1. Un ajustement non récurrent a été apporté au poste Abonnés – postpayés. Le nombre cumulatif d'abonnés a été réduit d'environ 2 600, de manière à tenir compte de l'interruption du service de réseau offert aux abonnés des services de transmission de données par paquets sur réseau cellulaire (CDPD) avec prise d'effet le 31 janvier 2007.
2. Par « population » on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
3. Au 31 décembre 2007, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).
4. Les ajouts nets d'abonnés des services prépayés pour le quatrième trimestre de 2007 tiennent compte d'une baisse non récurrente de 5 124 du nombre d'abonnés, qui a entraîné une hausse de 0,03 point de pourcentage du taux de désabonnement combiné. L'ajustement concernait le nettoyage des dossiers de débranchements.
5. Se reporter à la rubrique 6.3, « Définition des principaux indicateurs clés de l'exploitation – services sans fil ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.
6. Frais d'acquisition.
7. Exclut (un recouvrement) une charge supplémentaire de (0,9) million de dollars et de 23,6 millions de dollars, respectivement, comptabilisé au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 90,8 millions de dollars et de 409,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 87,1 millions de dollars et de 403,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation est attribuable à la croissance de 10 % des abonnés au cours de 2007. Les produits tirés des services de transmission de données au quatrième trimestre de 2007 ont augmenté à 12,5 % des produits tirés des services de réseau ou 130,8 millions de dollars, par rapport à 9,6 % des produits tirés des services de réseau ou 91,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006. Ce résultat reflète un taux de croissance de 42,6 %. Les produits tirés des services de transmission de données au cours de l'exercice complet 2007 ont augmenté à 11,1 % des produits tirés des services de réseau ou 446,1 millions de dollars, par rapport à 7,7 % des produits tirés des services de réseau ou 279,9 millions de dollars en 2006. Ce résultat reflète un taux de croissance de 59,4 %. Cette croissance, qui découle du passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et les appareils compatibles avec la technologie EVDO, ainsi que de la plus grande couverture EVDO, concerne principalement la messagerie textuelle, l'informatique mobile ainsi que les produits tirés des services liés au téléphone BlackBerry de RIM.

Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 7,95 \$, en hausse de 29 %, et à 7,02 \$, en hausse de 44 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La hausse des PMAA tirés des services de transmission de données a en grande partie neutralisé le recul des produits tirés des services de transmission de la voix traditionnels, car le total des PMAA a diminué de 0,80 \$ au cours du quatrième trimestre, par rapport à la période correspondante de 2006, et car il s'est amélioré légèrement comparativement à la diminution sur 12 mois de 0,87 \$ constatée au troisième trimestre. La variation du total des PMAA reflète la réorientation de la gamme de produits, qui tient à l'accroissement des abonnements nets aux services prépayés ainsi qu'à la légère incidence du délaissement du service Mike, et à la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 55,75 \$ au quatrième trimestre de 2007, en baisse de 2,59 \$ ou 4,4 % par rapport à la période correspondante de 2006. Ce résultat découle principalement de la réduction des prix à la minute, de l'intensification de la concurrence au chapitre des tarifs dans les segments des services d'affaires et des services à rabais, ainsi que de la réduction des services d'itinérance. Le total des PMAA s'est établi à 63,56 \$ pour l'exercice complet 2007, en hausse de 0,10 \$ par rapport à 2006, l'augmentation de 2,13 \$ des PMAA tirés des services de transmission de données ayant excédé le recul de 2,03 \$ des PMAA tirés des services de transmission de la voix.

Au 31 décembre 2007, les abonnés des services postpayés comptaient pour 79,8 % du total cumulatif des abonnés, soit un résultat en baisse légère par rapport à 80,7 % à l'exercice précédent. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au quatrième trimestre de 2007, qui s'élèvent à 106 400, se sont établis à 65,9 % de tous les ajouts nets, comparativement à 129 500 ou 71,3 % de tous les ajouts nets à la période correspondante de 2006. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au cours de l'exercice complet 2007, qui s'élèvent à 364 600, se sont établis à 70,9 % de tous les ajouts nets, par rapport à 411 800 ou 76,9 % de tous les ajouts nets à la période correspondante de 2006. Le total des ajouts nets d'abonnés a diminué légèrement au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, résultat qui tient principalement à la hausse du taux de désabonnement, neutralisé en partie par l'augmentation des abonnements aux services prépayés.

Le taux de désabonnement combiné a augmenté au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Les débranchements ont totalisé 259 700 au cours du quatrième trimestre et 919 400 au cours de l'exercice complet 2007, par rapport à 197 500 et à 757 800, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. Les débranchements au quatrième trimestre de 2007 incluaient 5 124 débranchements découlant du nettoyage des dossiers de débranchement des abonnés des services prépayés. Le taux de désabonnement combiné mensuel s'est établi à 1,59 % et à 1,45 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, soit des résultats à la hausse par rapport aux périodes correspondantes de 2006, qui sont imputables au passage vers les services prépayés combiné à une augmentation des débranchements. La transférabilité des numéros de services sans fil a légèrement contribué à l'accroissement des activités de chargement des abonnés de TELUS, mais elle aussi contribué à la hausse du taux de désabonnement.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont augmenté de 3,1 millions de dollars et de 2,9 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à l'augmentation de 11 % des ajouts bruts d'abonnés.

- Les produits des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil ¹ (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	180,3	163,6	10,2 %	655,5	574,9	14,0 %
Charges d'exploitation des services de réseau	140,7	118,8	18,4 %	513,7	451,2	13,9 %
Frais de marketing	119,7	134,7	(11,1) %	439,5	422,5	4,0 %
Frais généraux et d'administration	185,5	174,8	6,1 %	775,3	673,6	15,1 %
Charges d'exploitation	626,2	591,9	5,8 %	2 384,0	2 122,2	12,3 %
Coûts de restructuration	0,2	2,7	(92,6) %	0,9	6,2	(85,5) %
Total des charges d'exploitation	626,4	594,6	5,3 %	2 384,9	2 128,4	12,1 %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	627,1	591,9	5,9 %	2 360,4	2 122,2	11,2 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ²	627,3	594,6	5,5 %	2 361,3	2 128,4	10,9 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	7 643	7 210	6,0 %			

- Les frais généraux et d'administration, les charges d'exploitation et le total des charges d'exploitation pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2006 ont diminué de 0,5 million de dollars et de 1,9 million de dollars, respectivement, par rapport aux montants présentés antérieurement, en raison de la correction décrite à la rubrique 1.3.
- Exclut un recouvrement (une charge) supplémentaire de (0,9) million de dollars et de 23,6 millions de dollars, respectivement, comptabilisé au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 31,8 millions de dollars et de 256,5 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisée en 2007 a augmenté de 32,7 millions de dollars et de 232,9 millions de dollars, respectivement, pour promouvoir, conserver et soutenir la croissance annuelle de 10,1 % du nombre d'abonnés et la hausse de 11,2 % des produits tirés des services de réseau au cours de 2007.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 16,7 millions de dollars et de 80,6 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ce résultat découle principalement d'une augmentation des coûts engagés pour soutenir la croissance actuelle et future des produits tirés des services de transmission de données et échanger les appareils des abonnés contre des téléphones intelligents à fonctions complètes, ainsi que de la hausse des ajouts bruts d'abonnés.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 21,9 millions de dollars et de 62,5 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des produits partagés avec des tiers fournisseurs de services de contenu de données, aux coûts liés aux licences d'utilisation concernant les services de transmission de données, à l'augmentation des frais d'itinérance au Canada et aux États-Unis, laquelle découle des forfaits minutes incluses, ainsi qu'aux charges liées aux stations pour tenir compte de l'augmentation du nombre de stations cellulaires. Les charges au cours de l'exercice complet 2007 sont présentées déduction faite d'une réduction découlant de la Décision 2007-6 du CRTC concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique de détail.
- Les frais de marketing ont reculé de 15,0 millions de dollars ou 11,1 % au cours du quatrième trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison d'une diminution des frais de publicité et de promotion ainsi que de la baisse des commissions liées aux ventes d'appareils, l'augmentation du volume d'abonnements ayant été neutralisée par l'accroissement des ajouts d'abonnés des services prépayés. Pour l'exercice complet 2007, les frais de marketing se sont accrus de 17,0 millions de dollars ou 4,0 %, comparativement à 2006, résultat qui tient principalement à la hausse des frais de publicité et de promotion, à l'accroissement de la rémunération versée aux détaillants liée à l'augmentation de 10,9 % des ajouts bruts d'abonnés et aux activités accrues de fidélisation de la clientèle. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 84 \$ ou 19 % au cours du quatrième trimestre et de 17 \$ ou 4 % au cours de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats tiennent en grande partie à une plus grande pondération des ajouts bruts d'abonnés des services prépayés. Les frais d'acquisition se sont chiffrés à 148,4 millions de dollars et à 565,7 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport à 165,2 millions de dollars et à 532,6 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 8,6 % et à 7,6 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, en hausse de 7,7 % et de 6,7 % par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces frais ont servi à soutenir la croissance actuelle et future des produits tirés des services de transmission de données, y compris le passage au service PCS des clients Mike abonnés à un service axé sur la transmission de la voix et, dans une moindre mesure, à fidéliser les abonnés grâce à la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil. Les échanges d'appareils des abonnés contre des téléphones intelligents à fonctions complètes se sont accrus de 210 % au quatrième trimestre et ils ont plus que doublé au cours de l'exercice complet, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, résultats qui se traduisent par une fonctionnalité accrue susceptible de donner lieu à une croissance des produits d'exploitation dans l'avenir.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 10,7 millions de dollars et de 101,7 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. En excluant la charge hors trésorerie au titre des options sur actions attribuées avant 2005, les frais généraux et d'administration ont augmenté de 11,6 millions de dollars et de 78,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007. Ces augmentations tiennent principalement à la hausse de 6 % de l'effectif (équivalent temps plein), qui visait à soutenir la croissance des produits tirés des services de réseau, l'augmentation du nombre d'abonnés ainsi que l'expansion des équipes du service à la clientèle au sein des magasins de détail dont la société est propriétaire afin d'assurer la gestion des niveaux de service à la clientèle.
- Les coûts de restructuration au cours des neuf premiers mois de 2007 concernent le programme d'efficience opérationnelle de la société.

Secteur des services sans fil BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
BAIIA	491,0	432,0	13,7 %	1 905,8	1 752,9	8,7 %
BAIIA (ajusté) ¹	490,1	432,0	13,4 %	1 929,4	1 752,9	10,1 %
Marge du BAIIA	43,9	42,1	1,8 pt	44,4	45,2	(0,8) pt
Marge du BAIIA (ajustée)	43,9	42,1	1,8 pt	45,0	45,2	(0,2) pt

1. Exclut (un recouvrement) une charge supplémentaire de (0,9) million de dollars et de 23,6 millions de dollars, respectivement, comptabilisé au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation, et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

Le BAIIA du secteur des services sans fil a augmenté de 59,0 millions de dollars et de 152,9 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) s'est accru de 58,1 millions de dollars et de 176,5 millions de dollars, respectivement, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau et de la baisse des frais d'acquisition au quatrième trimestre, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des frais de fidélisation découlant du délaissement accru des services de transmission de la voix en faveur des services de transmission de données, par l'augmentation des coûts liés au réseau en raison des produits partagés avec des tiers fournisseurs de services de contenu de données, ainsi que par l'accroissement des frais généraux et d'administration pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

3. Situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre		Explication concernant les variations entre les bilans		
	2007	2006 (retraité)	Variation	Variation en %	
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	19,9	(11,5)	31,4	n.s.	Se reporter à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	42,4	110,2	(67,8)	(61,5) %	Liquidation de certains placements constitués de l'excédent de trésorerie.
Débiteurs	710,9	707,2	3,7	0,5 %	Principalement une augmentation des débiteurs du secteur des services sans fil liée à la croissance des produits tirés des services de réseau, déduction faite des incitations à la prise à bail découlant du renouvellement de baux.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	120,9	95,4	25,5	26,7 %	Augmentation des économies et des intérêts à recevoir par suite des redressements favorables liés à des exercices antérieurs, déduction faite de la réception de remboursements et des intérêts.
Stocks	243,3	196,4	46,9	23,9 %	Inclut les stocks liés aux nouveaux services à la clientèle que la société prévoit offrir en 2008.
Frais payés d'avance et autres	199,5	195,3	4,2	2,2 %	—
Tranche à court terme des actifs dérivés	3,8	40,4	(36,6)	(90,6) %	Principalement le montant net des nouveaux swaps sur actions réglés en espèces, neutralisé par l'échéance des swaps de devises liés aux billets arrivés à échéance le 1 ^{er} juin 2007.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 476,6	1 363,6	113,0	8,3 %	Principalement une augmentation du passif au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, déduction faite des paiements, et une augmentation des charges à payer au titre des engagements relatifs à la paie découlant de la prise en compte d'une journée supplémentaire, déduction faite de la réduction de charges à payer au titre du rabais tarifaire pour la qualité du service fourni.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	7,3	10,3	(3,0)	(29,1) %	Versements périodiques effectués.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	34,9	53,1	(18,2)	(34,3) %	Les paiements au titre des programmes précédents excédaient les nouvelles obligations.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	631,6	606,3	25,3	4,2 %	Principalement une augmentation des dépôts de clients et de la facturation dans le secteur des services sans fil, déduction faite des reprises découlant des produits reportés liés au plafonnement des prix.
Tranche à court terme de la dette à long terme	5,4	1 433,5	(1 428,1)	(99,6) %	Remboursement des billets en dollars américains échus le 1 ^{er} juin et des billets à moyen terme de TCI arrivés à échéance en février.
Tranche à court terme des passifs dérivés	26,6	165,8	(139,2)	(84,0) %	Échéance des swaps de devises liés au billet arrivant à échéance le 1 ^{er} juin, neutralisée en partie par les ajustements à la juste valeur des couvertures des options sur actions.
Tranche à court terme des impôts futurs	503,6	137,2	366,4	n.s.	Augmentation des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme ainsi que du revenu imposable tiré d'une société de personnes qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement¹	(1 345,3)	(2 436,4)	1 091,1	44,8 %	Principalement le remboursement de la dette à long terme arrivée à échéance le 1 ^{er} juin, au moyen du produit de la nouvelle dette à long terme. Se reporter à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités de financement ».

1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre		Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
	2007	2006 (retraité)			
Immobilisations corporelles, montant net	11 122,0	10 982,1	139,9	1,3 %	Se reporter à la rubrique 2.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
Autres actifs					
Frais reportés	1 318,0	1 129,7	188,3	16,7 %	Principalement les cotisations aux régimes de retraite et les montants recouvrés au titre des régimes de retraite en raison des rendements favorables des actifs des régimes.
Placements	38,9	35,2	3,7	10,5 %	Comprend des nouveaux placements et des ajustements à la juste valeur, déduction faite de la radiation d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre de la participation dans AMP'D Mobile, Inc.
Écart d'acquisition	3 168,0	3 169,5	(1,5)	0,0 %	—
Dette à long terme	4 583,5	3 474,7	1 108,8	31,9 %	Comprend des billets d'un montant de 1 milliard de dollars émis en mars et des effets de commerce émis en vertu d'un programme mis en œuvre en mai, neutralisés en partie par une réduction des facilités bancaires utilisées et par une réduction de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Autres passifs à long terme	1 717,9	1 257,3	460,6	36,6 %	Principalement des variations des taux de change et un ajustement de la juste valeur des passifs dérivés liés aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs	1 048,1	1 076,5	(28,4)	(2,6) %	Réévaluation découlant des réductions des taux d'imposition fédéraux futurs entrées en vigueur, neutralisées en partie par une hausse des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme.
Part des actionnaires sans contrôle	25,9	23,6	2,3	9,7 %	—
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	6 926,2	7 048,0	(121,8)	(1,7) %	Diminution se répartissant principalement comme suit : dépenses de 749,9 millions de dollars au titre de RCNA; dividendes de 520,8 millions de dollars; montants transitoires au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu de 176,2 millions de dollars; partiellement neutralisés par les éléments suivants : bénéfice net de 1 257,9 millions de dollars; autres éléments du résultat étendu de 74,2 millions de dollars.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

4.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	817,4	747,2	9,4 %	3 171,7	2 803,7	13,1 %

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 70,2 millions de dollars et de 368,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- L'augmentation du BAIIA de 69,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, et la baisse du BAIIA de 25,7 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006 (comme il est décrit à la rubrique 2, « Résultats d'exploitation »);

- La hausse de 20,4 millions de dollars des paiements au titre de la rémunération à base d'actions en sus de la charge comprise dans le BAIIA au quatrième trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, ce qui se traduit par une réduction des flux de trésorerie. La charge de rémunération à base d'actions en sus des paiements au cours de l'exercice complet 2007 a augmenté de 70,7 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de 2006, ce qui se traduit par une hausse des flux de trésorerie;
- La baisse des cotisations patronales aux régimes de retraite à prestations déterminées des salariés de 30,5 millions de dollars pour l'exercice complet 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, qui tient principalement à la mise à jour des évaluations actuarielles;
- La baisse des paiements au titre de la restructuration de 10,8 millions de dollars et de 33,2 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006;
- Le recul des intérêts payés de 47,3 millions de dollars et de 61,7 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le recul au cours du quatrième trimestre est principalement imputable à l'émission, en mars 2007, de nouveaux titres de créance pour lesquels les intérêts sont payables semestriellement, en septembre, ainsi qu'à l'arrivée à échéance, en juin, de billets pour lesquels les intérêts étaient payables semestriellement, en décembre. Le recul au cours de l'exercice complet tient à la baisse des taux d'intérêt effectifs en 2007, tandis que les montants payés en 2006 incluaient un montant de 31,2 millions de dollars lié à la résiliation de swaps de devises ainsi que le paiement d'une tranche des intérêts débiteurs relatifs à une décision de justice au titre d'une poursuite liée à une affaire de remboursement d'obligations de BC TEL remontant à 1997, facteurs neutralisés en partie par le remboursement de swaps de taux d'intérêt différés au premier trimestre de 2007;
- L'augmentation des intérêts reçus de 32,4 millions de dollars et de 17,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, qui tient principalement aux intérêts reçus sur les remboursements d'impôt au quatrième trimestre de 2007;
- La hausse de 117,9 millions de dollars et de 24,4 millions de dollars, respectivement, des impôts reçus, déduction faite des versements échelonnés, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement du recouvrement d'un montant d'impôts à recevoir au quatrième trimestre de 2007, neutralisé en partie par les recouvrements au premier trimestre de 2006;
- La baisse nette de 50 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées au cours du quatrième trimestre de 2007, par rapport à une hausse de 150 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation au quatrième trimestre de 2007 ont reculé de 200 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2006. Le solde du produit tiré des créances titrisées se chiffrait à 500,0 millions de dollars au 31 décembre 2007, soit un résultat inchangé par rapport au solde aux 31 décembre 2006 et 2005. Se reporter à la rubrique 4.6, « Vente de créances »;
- Les rentrées de 67,8 millions de dollars découlant de la réduction des placements à court terme en 2007, par rapport à une augmentation de 110,2 millions de dollars en 2006, ce qui se traduit par une augmentation des flux de trésorerie de 178,0 millions de dollars;
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes respectives.

4.2 Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
471,5	422,0	11,7 %	1 771,6	1 675,2	5,8 %	

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 49,5 millions de dollars et de 96,4 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces résultats à la hausse sont imputables à l'accroissement des dépenses en immobilisations et à la baisse du produit tiré de la vente de propriétés et d'autres actifs, résultats neutralisés en partie par les acquisitions effectuées en 2006 et par les variations des autres activités d'investissement.

Les actifs en construction se chiffraient à 559,0 millions de dollars au 31 décembre 2007, en baisse de 166,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse reflète principalement le transfert d'un montant de 342,1 millions de dollars aux actifs incorporels amortissables au premier trimestre de 2007, lequel découle de la mise en service de certaines phases du nouveau système de facturation et de service à la clientèle consolidé dans le secteur des services filaires, déduction faite de la hausse des autres actifs en construction au cours de 2007, y compris les nouvelles phases du système de facturation et de service à la clientèle consolidé.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf les ratios, qui sont présentés en %)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Secteur des services filaires	337,0	309,2	9,0 %	1 219,0	1 191,0	2,4 %
Secteur des services sans fil	135,5	106,0	27,8 %	551,3	427,4	29,0 %
TELUS – dépenses en immobilisations consolidées	472,5	415,2	13,8 %	1 770,3	1 618,4	9,4 %
Ratio d'intensité des dépenses en immobilisations ¹	20,3	18,4	1,9 pt	19,5	18,6	0,9 pt
BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations ²	480,9	469,1	2,5 %	1 819,0	1 996,6	(8,9) %
BAIIA (ajusté) déduction faite des dépenses en immobilisations ²	481,5	469,1	2,6 %	1 987,7	1 996,6	(0,4) %

1. L'intensité des dépenses en immobilisations est mesurée par la division des dépenses en immobilisations par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.
2. Se reporter à la rubrique 6.1, « BAIIA », pour le calcul et pour une description.

Les dépenses en immobilisations pour l'exercice complet 2007 sont conformes aux objectifs d'environ 1,75 milliard de dollars établis par TELUS, et elles reflètent une hausse de 151,9 millions de dollars par rapport à 2006. Les dépenses en immobilisations au quatrième trimestre de 2007 ont augmenté de 57,3 millions de dollars. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations en 2007 a augmenté par rapport à 2006, en raison de la hausse prévue des dépenses en immobilisations. Le BAIIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a augmenté de 12,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, car la croissance du BAIIA (ajusté) des secteurs des services sans fil et des services filaires a excédé l'augmentation du total des dépenses en immobilisations. Pour l'exercice complet 2007, le BAIIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a reculé de 8,9 millions de dollars, car la baisse du BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires et l'accroissement du total des dépenses en immobilisations ont largement neutralisé l'augmentation du BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 27,8 millions de dollars et de 28,0 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement des investissements initiaux effectués afin de soutenir les nouvelles entreprises clientes, qui ont été neutralisés en partie par la baisse des dépenses engagées relativement au développement du système de facturation et de service à la clientèle. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires s'est située entre 26,9 % et 24,8 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, comparativement à 24,5 % et à 24,2 % aux périodes correspondantes de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 125,4 millions de dollars et à 464,5 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, soit un résultat en baisse de 12,4 % et de 30,8 %, respectivement, par rapport à 2006. Les flux de trésorerie du secteur des services filaires basés sur le BAIIA (ajusté) se sont établis à 609,6 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, en baisse de 9,2 % par rapport à 2006.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont augmenté de 29,5 millions de dollars et de 123,9 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces hausses découlent principalement de l'amélioration continue de la capacité et de la couverture des services sans fil numériques. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil s'est élevée à 12,1 % au quatrième trimestre et à 12,8 % au cours de l'exercice complet 2007, par rapport à 10,3 % et à 11,0 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 355,5 millions de dollars au quatrième trimestre et à 1 354,5 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, soit un résultat en hausse de 9,0 % au cours du trimestre et de 2,2 % au cours de l'exercice complet. Les flux de trésorerie du secteur des services sans fil basés sur le BAIIA (ajusté) se sont établis à 1 378,1 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2007, en hausse de 4,0 % comparativement à 2006.

4.3 Sorties liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
327,0	311,3	5,0 %	1 368,7	1 148,6	19,2 %	

Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 15,7 millions de dollars et de 220,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006 :

- Le produit tiré de l'émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote s'est chiffré à 0,2 million de dollars au quatrième trimestre de 2007 et à 0,9 million de dollars au cours de l'exercice complet 2007, par rapport à 21,6 millions de dollars et à 104,5 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. La diminution est principalement imputable à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, ainsi qu'à l'application, en mai 2006, du règlement en capitaux propres nets.
- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires ont augmenté de 142,7 millions de dollars et de 109,1 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les dividendes en espèces versés au cours du quatrième trimestre de 2007 concernaient le dividende payable le 1^{er} octobre 2007, ainsi que les dividendes versés le 31 décembre 2007 au titre du dividende payable le 1^{er} janvier 2008. L'augmentation des dividendes versés pour l'exercice complet 2007 tient à la hausse du taux de dividende applicable aux dividendes versés en 2007, neutralisée en partie par le nombre réduit d'actions en circulation.
- La société a racheté 57 % du nombre maximal de 24 millions d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de sa troisième offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle est entrée en vigueur le 20 décembre 2006 et a pris fin le 19 décembre 2007. Conformément à sa décision de verser l'excédent de trésorerie aux actionnaires, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle a débuté en décembre 2004. L'offre renouvelée (la « quatrième offre ») est entrée en vigueur le 20 décembre 2007 et elle prendra fin le 19 décembre 2008. Le nombre maximal d'actions que la société peut racheter en vertu de la quatrième offre s'élève à huit millions d'actions ordinaires et à douze millions d'actions sans droit de vote. Ces actions doivent être rachetées sur la Bourse de Toronto (« TSX »), et toutes les actions rachetées seront annulées. Les investisseurs peuvent obtenir un exemplaire gratuit de l'avis déposé auprès de la TSX en s'adressant au service des relations avec les investisseurs de TELUS. Au cours du quatrième trimestre de 2007, la société a racheté 250 000 actions ordinaires et 2,8 millions d'actions sans droit de vote en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un coût totalisant 147,5 millions de dollars.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

Par exercice et par offre	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions ¹	Imputé aux bénéfices non répartis ²	Payé
2004 et 2005						
Première et deuxième offres	10 893 480	12 107 700	23 001 180	390,4	579,7	970,1
2006						
Deuxième offre ayant pris fin le 19 décembre	5 490 600	10 701 400	16 192 000	297,6	492,8	790,4
Troisième offre ayant débuté le 20 décembre	—	186 723	186 723	4,0	5,8	9,8
	5 490 600	10 888 123	16 378 723	301,6	498,6	800,2
2007						
Troisième offre ayant pris fin le 19 décembre	2 904 900	10 571 800	13 476 700	263,7	480,0	743,7
Quatrième offre ayant débuté le 20 décembre	—	134 200	134 200	2,9	3,3	6,2
	2 904 900	10 706 000	13 610 900	266,6	483,3	749,9
Total cumulatif	19 288 980	33 701 823	52 990 803	958,6	1 561,6	2 520,2

1. Représente la valeur comptable des actions rachetées.

2. Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées.

- En mars 2007, la société a procédé à une émission importante de titres de créance venant à échéance dans cinq ans et dans dix ans :

Billets en dollars canadiens échéant en 2012 : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,50 % de série CC d'une valeur de 300 millions de dollars, au prix de 999,91 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

Billets en dollars canadiens échéant en 2017 : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,95 % de série CD d'une valeur de 700 millions de dollars, au prix de 999,53 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

Les billets sont remboursables au gré de la société, et ils peuvent être remboursés en totalité n'importe quand, ou en partie de temps à autre, moyennant un avis préalable d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, pour un prix de remboursement égal au plus élevé i) de la valeur actualisée des billets, actualisée au taux de rendement des obligations du gouvernement canadien majoré de 15 points de base dans le cas des billets échéant en 2012 et de 24 points de base dans le cas des billets échéant en 2017, ou ii) de la totalité du montant en capital des billets. Par ailleurs, les intérêts courus et impayés, le cas échéant, seront payés à la date de remboursement prévue.

- Le 15 mai 2007, TELUS a mis en œuvre un programme d'effets de commerce non garantis, qui est garanti par une tranche de sa facilité de crédit, ce qui lui permet d'émettre des effets de commerce d'un montant maximal de 800 millions de dollars (ou l'équivalent en dollars américains), dont le produit sera utilisé aux fins générales de la société. L'encours des effets de commerce au 31 décembre 2007 totalisait 584,9 millions de dollars, soit une hausse de 292,4 millions de dollars par rapport au 30 septembre 2007.
- Au 31 décembre 2007, les prélèvements sur les facilités bancaires s'établissaient à néant, comparativement à des prélèvements de 200 millions de dollars au 30 septembre 2007 et de 120 millions de dollars au 31 décembre 2006.
- Les remboursements de dette en 2007 se composaient du remboursement de 1 483,3 millions de dollars au titre des billets à 7,50 % de 1 166,5 millions de dollars US arrivés à échéance le 1^{er} juin et du remboursement d'une tranche de 70 millions de dollars des billets à moyen terme à 7,10 % de TCI arrivés à échéance en février.

4.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement Au 31 décembre ou pour les exercices terminés à cette date	2007	2006	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	6 141,6	6 278,1	(136,5)
Total des capitaux investis – valeur comptable	13 197,2	13 349,7	(152,5)
BAlIA excluant les coûts de restructuration	3 609,7	3 682,8	(73,1)
Montant net des intérêts débiteurs	440,1	504,7	(64,6)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	82,4	90,6	(8,2) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,3	4,5	0,8
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	46,5	47,0	(0,5) pt
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,7	1,7	—
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	4,2	3,9	0,3
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration	8,2	7,3	0,9
Autres mesures			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²	1 573,2	1 596,0	(22,8)
Ratio de distribution (en %) ¹	47	45	2 pts

1. Se reporter à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

2. Se reporter à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

Le total des capitaux investis a diminué en raison de la réduction du capital-actions et de la dette nette, neutralisée en partie par la hausse des bénéfices non répartis. Les variations de la dette nette et du BAIIA sur 12 mois n'ont pas eu une incidence importante sur le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 31 décembre 2007, comparativement à l'exercice précédent. La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 5,3 ans au 31 décembre 2007, en hausse par rapport à 4,5 ans au 31 décembre 2006, résultat qui tient au remboursement des billets arrivés à échéance le 1^{er} juin et à l'émission de titres de créance en mars, déduction faite des effets de commerce émis au début de mai. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'émission des effets de commerce.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme s'est amélioré de 0,3 en raison de la diminution des intérêts débiteurs. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA s'est amélioré de 1,0 en raison de la diminution du montant net des intérêts débiteurs, et il a diminué de 0,1 en raison de la réduction du BAIIA excluant les coûts de restructuration. La diminution des flux de trésorerie disponibles tient à la hausse des dépenses en immobilisations et des paiements en espèces découlant de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options, déduction faite de l'augmentation des économies d'impôts et des intérêts connexes, et de la baisse des intérêts payés. Le ratio de distribution basé sur le bénéfice réel au 31 décembre 2007 se situait à 47 %, et le ratio de distribution calculé de façon à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements liés aux impôts et de la charge au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net s'élevait à 54 %.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'obtenir du financement à coût raisonnable en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les politiques et lignes directrices financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois;
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

La société prévoit maintenir les mêmes politiques et lignes directrices financières par suite de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier 2008. Le ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration pro forma au 31 décembre 2007 s'élevait à 1,9 fois.

La société ne considère plus le ratio de la dette nette sur le total des capitaux investis comme une politique financière à long terme. La mesure se base sur les valeurs comptables de la dette nette et des capitaux propres; toutefois, la valeur comptable des capitaux propres a été réduite considérablement en raison de l'incidence cumulative des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, qui tient compte de l'excédent de la valeur de marché des capitaux propres sur leur valeur comptable.

4.5 Facilités de crédit

Le 2 mars 2007, TELUS a conclu, avec un syndicat financier regroupant 18 institutions financières, une nouvelle facilité de crédit de 2 milliards de dollars d'une durée de 5 ans. La nouvelle facilité remplace les facilités de crédit actuelles de 1,6 milliard de dollars consistant en deux facilités de 800 millions de dollars chacune, dont l'une serait venue à échéance en 2008 et l'autre, en 2010. Elle servira aux fins générales de la société, et sera notamment utilisée pour garantir les effets de commerce. Les conditions générales de la nouvelle facilité de crédit sont sensiblement les mêmes à part la réduction des prix et la prolongation de l'échéance, ce qui reflète la conjoncture favorable et la situation financière de TELUS. Fait à souligner, l'échéance de la nouvelle facilité de crédit a été fixée en mai 2012, alors que la date d'exigibilité des billets de TELUS est juin 2011.

Au 31 décembre 2007, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,3 milliard de dollars, soit un montant qui s'aligne sur l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités non utilisées s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 31 décembre 2007

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Garantie liée au programme d'effets de commerce	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000,0	—	(103,7)	(587,2)	1 309,1
Autres facilités bancaires	—	77,3	—	(2,9)	—	74,4
Total	—	2 077,3	—	(106,6)	(587,2)	1 383,5

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

La facilité de crédit renouvelable de TELUS comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4,0:1 (environ 1,7:1 au 31 décembre 2007) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2,0:1 (environ 8,4:1 au 31 décembre 2007) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la convention de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à la facilité de crédit de TELUS n'est pas assujetti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

Le 12 février 2008, TELUS Corporation a accepté une feuille de modalités de prêt consenties par un petit groupe de banques canadiennes relativement à une nouvelle facilité de crédit renouvelable de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours. Cette nouvelle facilité permettra à TELUS de disposer de liquidités supplémentaires et de continuer d'atteindre l'un de ses objectifs financiers, qui vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars en tout temps. TELUS prévoit être en mesure de documenter la nouvelle facilité d'ici la fin du premier trimestre de 2008. L'accès à la nouvelle facilité est assujetti à la conclusion de la documentation définitive, y compris les déclarations et garanties usuelles et l'absence de défaut ou de cas de défaut.

La nouvelle facilité de crédit n'est pas garantie et elle porte intérêt au taux préférentiel canadien et au taux des acceptations bancaires canadiennes, plus les marges applicables. Les ratios financiers applicables à la nouvelle facilité seront sensiblement les mêmes que ceux qui s'appliquent au prêt consortial de 2 milliards de dollars contracté par la société, en vertu duquel l'emprunteur ne peut laisser son ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation excéder 4,0:1 et son ratio des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur les intérêts débiteurs être inférieur à 2,0:1, selon le sens donné à chacun de ces ratios.

4.6 Vente de créances

Le 26 juillet 2002, TCI, filiale en propriété exclusive de TELUS, a conclu une convention qui a été modifiée le 30 septembre 2002, le 1^{er} mars 2006 et le 30 novembre 2006 avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. La durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement prend fin le 18 juillet 2007; par suite de la modification effectuée le 30 novembre 2006, cette durée a été prorogée jusqu'au 18 juillet 2008.

TCI doit maintenir une cote de crédit de Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 13 février 2008, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	31 déc. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007	31 déc. 2006	30 sept. 2006	30 juin 2006	31 mars 2006
500,0	550,0	500,0	150,0	500,0	350,0	535,0	400,0	

4.7 Cotes de crédit

Le 26 février 2007, Moody's Investors Service a augmenté de un niveau la cote attribuée à TELUS, la portant à Baa1 (équivalente à la cote « BBB+ ») et attribué une perspective stable. Le 5 mars 2007, DBRS a révisé à la hausse la cote attribuée aux billets de TELUS et l'a portée de BBB (élevé) à A (faible), et elle a confirmé la cote A (faible) attribuée à TCI, l'agence leur ayant tous attribué une tendance stable. Par ailleurs, DBRS a confirmé la cote préliminaire R-1 (faible) attribuée aux effets de commerce que TELUS compte émettre.

Le 21 juin 2007, TELUS annonçait qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE, et le 26 juin, elle annonçait sa décision de ne pas présenter une offre d'achat dans le cadre du processus d'examen stratégique annoncé par BCE, invoquant le fait que des lacunes dans le processus d'appel d'offres de BCE ne lui permettaient pas de soumettre une telle offre. Par suite de l'annonce faite le 21 juin, DBRS a placé les cotes de crédit attribuées à TELUS Corporation et à TCI « sous surveillance avec implications évolutives ». Moody's a pour sa part confirmé la cote Baa1 attribuée à TELUS et modifié sa perspective à « évolutive », et Standard & Poor's (« S&P ») a placé la cote de crédit de TELUS Corporation et de TCI « sous surveillance avec implications négatives ».

Par suite de la communication des résultats de TELUS le 3 août 2007, dans le cadre de laquelle la direction a indiqué que TELUS ne comptait pas présenter une offre d'achat concurrentielle pour BCE, DBRS a confirmé les cotes de crédit attribuées et rétabli la tendance à « stable ». Le 7 août, Moody's a confirmé les cotes de crédit attribuées et rétabli la perspective à « stable ». Le 26 septembre, S&P a cessé de placer les cotes de crédit de TELUS et de TCI sous surveillance, et elle a également confirmé les cotes de crédit attribuées à TELUS et à TCI et modifié sa perspective à « stable ».

À la fin de novembre, après que TELUS a annoncé son offre aux fins de l'acquisition d'Emergis Inc. et que le ministre fédéral de l'Industrie a annoncé le cadre lié aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE, les agences de notation DBRS, FitchRatings et S&P ont confirmé les cotes qu'elles attribuent respectivement à TELUS et à TCI, ainsi que les tendances ou perspectives stables.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS	S&P	Moody's	Fitch
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Effets de commerce	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc. (TCI)				
Débentures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

5. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques décrits dans la rubrique 10 du rapport de gestion annuel 2006 et du rapport de gestion intermédiaire des premier, deuxième et troisième trimestres de 2007 de TELUS.

5.1 Réglementation

L'issue des instances réglementaires, procédures, appels interjetés devant les tribunaux ou le Cabinet fédéral ou autres, actuels ou futurs, ainsi que l'évolution de la réglementation pourraient se répercuter sensiblement sur les méthodes, les coûts et les produits d'exploitation de TELUS.

Disponibilité future de licences de spectre pour les services sans fil

Industrie Canada a annoncé que le ministère compte procéder, entre 2008 et 2011, à des enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil mobiles, qui viseront le spectre dans les bandes de 1,7/2,1 GHz (les « SSFE »), de 2,5/2,6 GHz et de 700 MHz. Selon la *Politique-cadre pour la délivrance de licences de spectre par enchères relatives aux services sans fil évolués* publiée en 2007, une enchère visant le spectre dans la bande de 105 MHz pour les SSFE pourrait avoir lieu en mai 2008. Ce document indique également que les conditions, notamment les réserves de spectre (40 MHz) ainsi que l'itinérance obligatoire et le partage des pylônes d'antennes et des emplacements en vertu de modalités qui pourraient être défavorables pour TELUS, sont favorables pour les nouveaux venus sur le marché. Nous nous attendons à ce que ces conditions entraînent une intensification de la concurrence, mais le nombre et la viabilité des nouveaux venus sur le marché demeurent incertains en raison des coûts liés aux mises en place, des conditions sur les marchés financiers et des restrictions aux investissements étrangers. La présence de nouveaux venus à l'échelle régionale ou nationale pourrait avoir une incidence défavorable sur la part de marché future des entreprises titulaires qui fournissent des services sans fil. TELUS participe à une série de commentaires publics et le gouvernement devrait annoncer les règles définitives pour les enchères relatives aux licences de spectre à la fin de mars 2008.

Interconnexion sans fil

Le CRTC a inscrit la question de l'interconnexion sans fil/facturation-conservation à la liste des mesures de réglementation sur lesquelles il pourrait se pencher en 2008. Les entreprises de services sans fil sont actuellement assujetties à un tarif visant les fournisseurs de services sans fil et elles versent à la compagnie de téléphone des frais au titre du trafic de départ et d'arrivée. Le CRTC pourrait mettre en place un régime de facturation-conservation analogue au régime d'interconnexion qui vise les entreprises de services locaux concurrents (les « ESLC »), ce qui pourrait réduire les produits d'exploitation futurs. La mise en place d'un régime de facturation-conservation applicable aux ESLC donnerait également lieu à des obligations aux termes des règles du CRTC visant les entreprises de services locaux. Il n'existe aucune certitude que le CRTC amorcera cette instance en 2008, ni qu'il mettra en place un régime de facturation-conservation pour les SSFE, mais il existe un risque qu'il agisse de la sorte.

Abstention de la réglementation des services locaux

Le 23 novembre, le CRTC a publié des décisions en vertu desquelles il approuve l'abstention de la réglementation des services locaux de résidence des entreprises titulaires fournis par TELUS dans 40 autres circonscriptions en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec. Également le 23 novembre 2007, le CRTC a supprimé les règles relatives au groupement de services, en vertu desquelles TELUS était auparavant tenue d'obtenir l'approbation d'un tarif pour pouvoir offrir des groupes formés de services réglementés et de services faisant l'objet d'une abstention. Les règles ne s'appliquent plus aux groupes pour lesquels le prix de détail des services est au moins égal à la somme de tous les tarifs des services de détail tarifés compris dans le groupe.

Au total, TELUS a obtenu une abstention de la réglementation des services locaux de résidence dans 63 circonscriptions en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec (environ 75 % des lignes résidentielles dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé). Elle a aussi obtenu une abstention de la réglementation des services locaux d'affaires dans 35 circonscriptions en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec (environ les deux tiers des lignes d'affaires).

En raison des abstentions accordées relativement aux services locaux de résidence et d'affaires, TELUS estime qu'elle jouit d'une bien plus grande souplesse au chapitre des prix, des promotions et du groupement des services, qui lui permettra de concurrencer les autres fournisseurs de ces services. Cependant, il n'existe aucune certitude que TELUS pourra prévenir toute perte future de sa part de ces marchés ni qu'elle pourra obtenir l'abstention de la réglementation dans d'autres circonscriptions où elle doit composer avec une concurrence dans les marchés des clients résidentiels et des clients d'affaires.

Transférabilité des numéros de services sans fil

Le 14 mars 2007, les entreprises de services sans fil canadiennes, y compris TELUS, ont procédé à la mise en œuvre fructueuse de la première étape du projet de TNSSF (parfois appelée transférabilité des numéros locaux, ou TNL) dans la plupart des centres peuplés au Canada. La mise en œuvre de la TNSSF dans la plupart des régions restantes a eu lieu en septembre 2007. En 2007, la TNSSF a contribué légèrement à l'accroissement des activités de chargement des abonnés de TELUS, mais elle a aussi contribué à la hausse du taux de désabonnement et entraîné une hausse des frais de fidélisation de la clientèle des services sans fil. Il se pourrait que les taux de désabonnement et les frais de fidélisation soient dorénavant plus élevés.

La TNSSF pourrait aussi se traduire par un délaissement des lignes d'accès au réseau en faveur des services sans fil, et elle pourrait fournir à TELUS des occasions de commercialiser ses produits et services plus efficacement dans les marchés des services d'affaires dans le centre du Canada, où TELUS détient une part de marché inférieure à celle de ses concurrents. Il n'existe aucune certitude que cela se produira.

Examen de certaines questions liées à l'établissement des coûts de la Phase II

En novembre 2007, le CRTC a terminé l'instance visant l'examen des méthodes d'établissement des coûts, à savoir les coûts de la Phase II, applicables aux services de télécommunications réglementés fournis par les ESLT et les câblodistributeurs (Avis public 2007-4). On s'attend à ce qu'une décision soit rendue au premier trimestre de 2008. TELUS a proposé que les coûts de la Phase II continuent de s'aligner sur les principes généraux de causalité, que tous les coûts prospectifs soient classés de façon appropriée, et que les coûts soient basés sur les mesures individuelles de chaque société. À moins que le CRTC n'en décide autrement, l'issue de cette instance ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur TELUS à court terme.

Services essentiels

En décembre 2007, le CRTC a complété un examen exhaustif du cadre de réglementation des services essentiels (services de gros) introduit dans l'Avis public 2006-14. Dans le cadre de cette instance, le CRTC a étudié la définition actuelle de ce qu'est un service essentiel et les classifications et principes de tarification applicables aux services essentiels et non essentiels offerts aux concurrents par les ESLT. Le CRTC devrait rendre une décision concernant cette instance d'ici le mois de mai 2008. Il n'existe aucune certitude pour TELUS que le cadre de réglementation concernant la prestation de services essentiels et non essentiels aux concurrents ne sera pas plus rigoureux que le cadre actuel.

5.2 Risques liés à la technologie

Les normes technologiques relatives à l'accès à large bande sur des lignes de cuivre vers les établissements des clients évoluent à un rythme rapide. Cette évolution permet des vitesses d'accès à large bande plus élevées et est alimentée par la demande incessante de la part des utilisateurs pour une connectivité plus rapide, la menace d'une augmentation des capacités et des services des concurrents, et le désir des fournisseurs de services comme TELUS d'offrir de nouveaux services qui nécessitent une plus grande bande passante comme les services de télévision sur IP. L'introduction de technologies et leur rythme d'adoption pourraient donner lieu à des besoins accrus en matière de fonds pour les dépenses en immobilisations non planifiées à l'heure actuelle.

En raison de la grande étendue géographique du Canada et de sa population relativement faible, soit 33 millions d'habitants, le déploiement de nouvelles technologies liées au sans-fil pourrait nécessiter le déploiement par au moins deux entreprises canadiennes de services sans fil canadiennes des mêmes options technologiques dans l'avenir, ainsi que la signature de nouveaux accords de partage du réseau afin de réduire les coûts et d'accélérer le déploiement.

5.3 Risques liés aux processus

Les systèmes et les processus de TELUS pourraient influer négativement sur les résultats financiers et le service à la clientèle – Programmes d'assurance et d'efficience à l'égard du système de facturation et des produits d'exploitation

À la fin de mars 2007, TELUS a converti la totalité des comptes clients du secteur des services filaires en Alberta dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré. Le nouveau système inclut la réingénierie des processus aux fins de l'entrée des commandes, des conditions d'admissibilité, de la prestation des services et de l'assurance de la qualité du service à la clientèle, les recouvrements et le crédit, les contrats avec les clients et la gestion de l'information. Au cours du deuxième trimestre et, dans une moindre mesure, au cours du troisième trimestre de 2007, des difficultés initiales liées à la mise en service du système ont réduit la capacité de traitement des commandes, ce qui a entraîné une augmentation du travail en retard au chapitre des installations et une hausse des coûts en ce qui concerne les ressources supplémentaires requises dans les centres d'appels pour maintenir les niveaux de service. Les charges supplémentaires engagées après la conversion se sont chiffrées à environ 16 millions de dollars et 8 millions de dollars, respectivement, aux deuxième et troisième trimestres. Le système de facturation crucial a produit les résultats prévus, et un retour à la normale des activités de traitement des commandes s'était produit à la fin de l'exercice. Rien ne peut garantir que ce projet n'aura aucune incidence négative prolongée sur la qualité du service à la clientèle de TELUS, ou encore sur sa position concurrentielle ou ses résultats financiers.

D'autres phases du processus de développement et de conversion sont prévues pour les prochaines années, et la société compte notamment effectuer une conversion analogue du système de comptes clients en Colombie-Britannique au premier semestre de 2008. Bien que la société s'attende à tirer parti des leçons retenues lors de la conversion effectuée en Alberta, les systèmes en place en Colombie-Britannique sont assez différents pour qu'il n'existe aucune certitude que la conversion en Colombie-Britannique sera réussie. Avant de procéder à la conversion intégrale du système de facturation en Colombie-Britannique, TELUS prévoit effectuer un essai pilote plus important que celui effectué en Alberta, qui couvrira un plus grand nombre d'abonnés pendant une plus longue période de temps ainsi que des profils d'abonnés plus variés.

Ce projet orienté vers la clientèle a exigé le développement poussé de systèmes et présente en soi des risques d'implantation découlant de la complexité des tâches et des contraintes sur le plan des ressources, ainsi que de la dépendance aux nouveaux logiciels tiers. Des retards considérables dans l'implantation des nouvelles phases du système, ou une instabilité du système, pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité concurrentielle de TELUS de lancer rapidement et de façon efficace de nouveaux produits et services et de nouvelles promotions, de réaliser et de maintenir une structure de coûts concurrentielle et de fournir des analyses et des renseignements plus complets à la direction.

Intégration des acquisitions

Les activités faisant suite aux fusions et aux acquisitions, y compris l'examen et l'harmonisation des conventions comptables, les mutations du personnel, l'intégration des systèmes informatiques, l'optimisation des services offerts et l'établissement de contrôles liés aux nouvelles activités, pourraient ne pas être effectuées d'une manière efficiente et efficace. Cette situation pourrait avoir une incidence défavorable sur les niveaux de services, sur la situation concurrentielle et sur les résultats financiers. Il n'existe aucune certitude que les produits d'exploitation, les charges d'exploitation, les coûts de restructuration, les économies de coûts, les dépenses en immobilisations et les impôts sur les bénéfices qui sont censés découler de l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008 correspondent aux prévisions de la direction et à celles prises en compte dans les objectifs financiers de la société pour 2008.

Atténuation des risques : TELUS possède une équipe qui s'occupe des activités d'intégration postfusion. L'équipe responsable des activités d'intégration postfusion applique un modèle d'intégration fondé sur les leçons retenues lors des nombreuses activités d'intégration postacquisition effectuées dans le passé. Ce modèle rehausse la capacité de TELUS à accélérer la normalisation des processus d'affaires et de maintenir les qualités uniques des activités acquises. Il prévoit un processus d'analyse et de planification stratégique rigoureux avant la conclusion de l'opération; une fois l'opération conclue, l'équipe procède à la mise en œuvre ciblée de ce plan, en fonction des impératifs cruciaux divergents. Les plans initiaux font l'objet de réévaluations et d'évaluations régulières en fonction des commentaires directs et en temps opportun fournis par les équipes responsables de l'intégration. Par exemple, une équipe responsable de l'intégration et une structure de gouvernance se composant de membres de la haute direction de TELUS et d'Emergis Inc. ont été mises en place en vue de superviser la surveillance et la mise à exécution du plan d'intégration, avec pour objectif de réduire au minimum toutes répercussions défavorables sur les activités. Des équipes d'intégration fonctionnelle se composant de membres du personnel des deux sociétés ont également été créées, et leur mandat consiste à élaborer des chartes et des objectifs interreliés.

5.4 Litiges et questions d'ordre juridique

Emergis Inc.

En avril 2005, MultiPlan, Inc. a déposé devant la cour fédérale de New York une poursuite dans laquelle elle demande, entre autres mesures de redressement, une indemnité de plus de 64 millions de dollars US pour les dommages qu'elle aurait subis dans le cadre de son acquisition de la filiale d'Emergis Inc. active dans le secteur de la santé aux États-Unis. La poursuite fait valoir diverses revendications relatives à la convention de vente. La poursuite avait trait, entre autres, au versement d'une indemnité relative à des réclamations présumées faites par des hôpitaux d'un montant de 14 millions de dollars US. MultiPlan, Inc. a informé Emergis Inc. qu'elle avait réglé ces réclamations d'hôpitaux pour un montant de 750 000 dollars US.

En juillet 2005, Emergis a déposé une requête visant à faire rejeter certaines réclamations contenues dans la poursuite. Cette requête a été en grande partie accordée par le tribunal le 11 juin 2007, et un certain nombre de réclamations ont été rejetées. Toutefois, le tribunal a octroyé à MultiPlan, Inc. le droit de déposer une poursuite modifiée pour corriger, si possible, les lacunes relevées dans le jugement du tribunal concernant ces réclamations. Une poursuite modifiée a été déposée le 20 juillet 2007. Aucune nouvelle revendication n'a été formulée. Le 20 août 2007, Emergis Inc. a déposé une requête visant à faire rejeter les réclamations remaniées contenues dans la poursuite modifiée. En octobre 2007, cette requête a été instruite. Le moment auquel le tribunal se prononcera relativement à cette requête est incertain.

Bien qu'il soit actuellement impossible de déterminer raisonnablement l'issue de cette poursuite, la direction d'Emergis Inc. continue à croire que les allégations ne sont pas fondées. Si le règlement final de cette poursuite diffère des évaluations et des hypothèses de la direction d'Emergis Inc., cela pourrait entraîner un ajustement important de la situation financière et des résultats d'exploitation de cette dernière; les évaluations et les hypothèses de la direction tiennent compte du fait qu'une estimation fiable du risque ne peut pas être effectuée à cette étape de la poursuite.

Propriété intellectuelle et droits patrimoniaux

L'évolution de la technologie donne également lieu à des risques et incertitudes supplémentaires d'ordre juridique. La propriété intellectuelle et les droits patrimoniaux des propriétaires et des développeurs de matériel, de logiciels, de processus d'affaires et d'autres technologies pourraient être protégés en vertu de lois, notamment des lois concernant les brevets, les droits d'auteur et la conception industrielle, ou en vertu du droit commun, notamment en ce qui concerne les secrets commerciaux. En raison de la croissance et du développement des industries axées sur la technologie, la valeur de cette propriété intellectuelle et de ces droits patrimoniaux a augmenté. D'importants dommages-intérêts pourraient être accordés dans les cas de réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle présentées par les détenteurs des droits. De plus, les défendeurs pourraient engager des coûts élevés pour se défendre relativement à ces réclamations, ce qui pourrait les inciter à régler ces dernières avec plus d'empressement, notamment de manière à atténuer ces coûts. En raison de ces deux facteurs, les détenteurs de droits de propriété intellectuelle pourraient être davantage résolus à présenter des réclamations en matière de violation.

En raison de la multitude de technologies et de systèmes utilisés par TELUS ou par les membres de son groupe aux fins de la prestation de leurs produits et services, ainsi que de l'évolution rapide et de la complexité de ces technologies, il est raisonnable de s'attendre à une recrudescence des litiges liés à la propriété intellectuelle et aux droits patrimoniaux. En leur qualité d'utilisateurs de technologies, TELUS et les membres de son groupe reçoivent de temps à autre des communications, telles que des requêtes, des revendications et des actions en justice, de tiers qui revendiquent les droits de propriété liés à la propriété intellectuelle que TELUS et les membres de son groupe utilisent, dans lesquelles ils demandent à TELUS et aux membres de son groupe de verser un règlement ou des droits de licences relativement à l'usage continu de cette propriété intellectuelle. Il n'existe aucune certitude que TELUS et les membres de son groupe ne seront pas aux prises avec d'importantes réclamations fondées sur la violation présumée de droits de propriété intellectuelle, que ces réclamations soient fondées sur un litige légitime concernant la validité des droits de propriété intellectuelle ou leur violation, ou que ces réclamations contre TELUS ou les membres de son groupe soient présentées dans le but premier d'obtenir un règlement. TELUS et les membres de son groupe pourraient engager des coûts importants pour se défendre advenant des réclamations en matière de violation, et ils pourraient devoir verser des dommages-intérêts importants et perdre le droit d'utiliser les technologies qui sont essentielles à leurs activités si toutes réclamations en matière de violation portent leurs fruits.

6. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation

6.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 6.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2007	2006 (retraité)	2007	2006 (retraité)
Bénéfice net	400,1	240,5	1 257,9	1 145,0
Autres charges (produits)	5,8	10,1	36,1	28,0
Coûts de financement	109,1	133,6	440,1	504,7
Impôts sur les bénéfices	(18,0)	91,6	233,6	353,2
Part des actionnaires sans contrôle	2,1	1,4	6,6	8,5
Bénéfice d'exploitation	499,1	477,2	1 974,3	2 039,4
Amortissement des immobilisations corporelles	386,2	353,2	1 354,7	1 353,4
Amortissement des actifs incorporels	68,1	53,9	260,3	222,2
BAIIA	953,4	884,3	3 589,3	3 615,0
Charge constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005	0,6	—	168,7	—
BAIIA (ajusté)	954,0	884,3	3 758,0	3 615,0

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujetti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2007	2006 (retraité)	2007	2006 (retraité)
BAlIA	953,4	884,3	3 589,3	3 615,0
Dépenses en immobilisations	(472,5)	(415,2)	(1 770,3)	(1 618,4)
BAlIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	480,9	469,1	1 819,0	1 996,6
Charge constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005	0,6	—	168,7	—
BAlIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations	481,5	469,1	1 987,7	1 996,6

6.2 Flux de trésorerie disponibles

La société présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2007	2006 (retraité)	2007	2006 (retraité)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	817,4	747,2	3 171,7	2 803,7
Sorties liées aux activités d'investissement	(471,5)	(422,0)	(1 771,6)	(1 675,2)
	345,9	325,2	1 400,1	1 128,5
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	23,1	7,2	92,1	30,1
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	25,3	19,0	92,8	123,3
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(3,1)	(39,2)	(4,2)	(51,7)
Réduction (augmentation) des créances titrisées	50,0	(150,0)	—	—
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouvrés), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	(12,4)	62,1	(8,9)	309,0
Acquisitions	—	4,5	—	49,0
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	(2,1)	—	(7,5)	(14,9)
Autres activités d'investissement	1,1	2,3	8,8	22,7
Flux de trésorerie disponibles	427,8	231,1	1 573,2	1 596,0

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2007	2006 (retraité)	2007	2006 (retraité)
BAIIA	953,4	884,3	3 589,3	3 615,0
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	2,8	(6,2)	(18,2)	(4,0)
Rémunération à base d'actions	(30,6)	(10,2)	95,8	25,1
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(9,1)	(8,5)	(36,7)	(29,1)
Intérêts en espèces payés	(171,2)	(218,5)	(454,4)	(516,1)
Intérêts en espèces reçus	32,7	0,3	41,6	24,2
Impôts reçus (payés), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement reçus qui étaient inscrits auparavant dans le BAIIA ou dans les dépenses en immobilisations, et autres	122,3	5,1	126,1	99,3
Dépenses en immobilisations	(472,5)	(415,2)	(1 770,3)	(1 618,4)
Flux de trésorerie disponibles	427,8	231,1	1 573,2	1 596,0

6.3 Définition des principaux indicateurs clés de l'exploitation – services sans fil

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels

Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois

Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition

Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut débourser pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné

Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme

Frais d'acquisition des nouveaux abonnés divisés par les produits à long terme par abonné prévus, exprimés en pourcentage.

BAIIA excluant les frais d'acquisition

Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Produits à long terme par abonné

PMAA divisés par le taux de désabonnement mensuel. Cette mesure permet d'estimer la moyenne du total des produits liés au nombre d'abonnés existants.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau

Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

6.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution

Dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration

Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 20,4 millions de dollars et à 67,8 millions de dollars, respectivement, pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration

BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme

Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. La période de 12 mois terminée le 31 décembre 2006 inclut des charges constatées au titre des coûts estimatifs de règlement d'une poursuite.

Dette nette

La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

	Aux 31 décembre	
	2007	2006
(en millions de dollars)	(retraité)	
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	4 588,9	4 908,2
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	30,4	19,9
Passif dérivé	1 179,5	838,5
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(137,3)	—
Encaisse et placements temporaires	(19,9)	11,5
Produit des créances titrisées	500,0	500,0
Dette nette	6 141,6	6 278,1

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et, au 31 décembre 2007, il porte sur la débenture de 1 925,0 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. Au 31 décembre 2006, le passif dérivé portait sur la débenture échéant en 2011 ainsi que sur la débenture de 1 166,5 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2007. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration

Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis

Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs

Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme sont incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 sont équivalents aux coûts de financement trimestriels comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis – valeur comptable

Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu et il est calculé de la façon suivante :

	Aux 31 décembre	
	2007	2006
(en millions de dollars)		(retraité)
Dette à long terme	6 141,6	6 278,1
Part des actionnaires sans contrôle	25,9	23,6
Capitaux propres	6 926,2	7 048,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	103,5	—
Total des capitaux investis – valeur comptable	13 197,2	13 349,7

TELUS Corporation

États consolidés des résultats

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de douze mois	
	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006 (données retraitées)
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 330,8 \$	2 254,6 \$	9 074,4 \$	8 681,0 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 371,3	1 362,4	5 464,7	4 998,2
Coûts de restructuration	6,1	7,9	20,4	67,8
Amortissement des immobilisations corporelles	386,2	353,2	1 354,7	1 353,4
Amortissement des actifs incorporels	68,1	53,9	260,3	222,2
	1 831,7	1 777,4	7 100,1	6 641,6
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	499,1	477,2	1 974,3	2 039,4
Autres charges, montant net	5,8	10,1	36,1	28,0
Coûts de financement	109,1	133,6	440,1	504,7
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	384,2	333,5	1 498,1	1 506,7
Impôts sur les bénéfices	(18,0)	91,6	233,6	353,2
Part des actionnaires sans contrôle	2,1	1,4	6,6	8,5
BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	400,1	240,5	1 257,9	1 145,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	17,7	—	82,0	—
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(2,3)	4,6	(7,2)	5,8
Variation de la juste valeur non réalisée d'actifs financiers disponibles à la vente	(0,3)	—	(0,6)	—
	15,1	4,6	74,2	5,8
RÉSULTAT ÉTENDU	415,2 \$	245,1 \$	1 332,1 \$	1 150,8 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	1,23 \$	0,71 \$	3,79 \$	3,33 \$
– Dilué	1,22 \$	0,70 \$	3,76 \$	3,30 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,45 \$	0,375 \$	1,575 \$	1,20 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES ET D'ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	326,2	339,5	331,7	343,8
– Dilué	328,1	343,8	334,2	347,4

TELUS Corporation

Bilans consolidés

(non vérifié)

(en millions)	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006 (données retraitées)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	19,9 \$	— \$
Placements à court terme	42,4	110,2
Débiteurs	710,9	707,2
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	120,9	95,4
Stocks	243,3	196,4
Frais payés d'avance et autres	199,5	195,3
Actifs dérivés	3,8	40,4
	1 340,7	1 344,9
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 177,3	7 117,7
Actifs incorporels amortissables	978,2	898,0
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 966,5	2 966,4
	11 122,0	10 982,1
Autres actifs		
Frais reportés	1 318,0	1 129,7
Placements	38,9	35,2
Écart d'acquisition	3 168,0	3 169,5
	4 524,9	4 334,4
	16 987,6 \$	16 661,4 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	— \$	11,5 \$
Créditeurs et charges à payer	1 476,6	1 363,6
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	7,3	10,3
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	34,9	53,1
Facturation par anticipation et dépôts de clients	631,6	606,3
Tranche à court terme de la dette à long terme	5,4	1 433,5
Tranche à court terme des passifs dérivés	26,6	165,8
Tranche à court terme des impôts futurs	503,6	137,2
	2 686,0	3 781,3
Dette à long terme	4 583,5	3 474,7
Autres passifs à long terme	1 717,9	1 257,3
Impôts futurs	1 048,1	1 076,5
Part des actionnaires sans contrôle	25,9	23,6
Capitaux propres	6 926,2	7 048,0
	16 987,6 \$	16 661,4 \$

TELUS Corporation

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions)	Trimestre		Période de douze mois	
	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006 (données retraitées)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	400,1 \$	240,5 \$	1 257,9 \$	1 145,0 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	454,3	407,1	1 615,0	1 575,6
Impôts futurs	(16,5)	126,3	376,9	411,4
Rémunération à base d'actions	(30,6)	(10,2)	95,8	25,1
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(23,1)	(7,2)	(92,1)	(30,1)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(25,3)	(19,0)	(92,8)	(123,3)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	2,8	(6,2)	(18,2)	(4,0)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	3,0	39,2	4,1	51,7
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	52,7	(23,3)	25,1	(247,7)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	817,4	747,2	3 171,7	2 803,7
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(472,5)	(415,2)	(1 770,3)	(1 618,4)
Acquisitions	—	(4,5)	—	(49,0)
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	2,1	—	7,5	14,9
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	(1,1)	(2,3)	(8,8)	(22,7)
Sorties liées aux activités d'investissement	(471,5)	(422,0)	(1 771,6)	(1 675,2)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	0,2	21,6	0,9	104,5
Dividendes aux actionnaires	(269,9)	(127,2)	(520,8)	(411,7)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(147,5)	(199,5)	(749,9)	(800,2)
Émission de titres de créance à long terme	2 991,8	244,1	7 763,3	1 585,9
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 901,6)	(250,3)	(7 857,0)	(1 314,7)
Remboursement partiel au titre du passif de couverture reporté	—	—	—	(309,4)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	—	(4,3)	(3,0)
Autres	—	—	(0,9)	—
Sorties liées aux activités de financement	(327,0)	(311,3)	(1 368,7)	(1 148,6)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	18,9	13,9	31,4	(20,1)
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	1,0	(25,4)	(11,5)	8,6
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	19,9 \$	(11,5) \$	19,9 \$	(11,5) \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(171,2) \$	(218,5) \$	(454,4) \$	(516,1) \$
Intérêts reçus	32,7 \$	0,3 \$	41,6 \$	24,2 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) reçus, montant net	122,7 \$	3,9 \$	122,7 \$	98,3 \$

TELUS Corporation

Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006	2007	2006 (données retraitées)
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 220,3	\$ 1 234,3	1 110,5	\$ 1 020,3	—	\$ —	2 330,8	\$ 2 254,6
Produits intersectoriels	30,7	26,5	6,9	6,3	(37,6)	(32,8)	—	—
	1 251,0	1 260,8	1 117,4	1 026,6	(37,6)	(32,8)	2 330,8	2 254,6
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	782,7	803,3	626,2	591,9	(37,6)	(32,8)	1 371,3	1 362,4
Coûts de restructuration	5,9	5,2	0,2	2,7	—	—	6,1	7,9
	788,6	808,5	626,4	594,6	(37,6)	(32,8)	1 377,4	1 370,3
BAIIA ¹	462,4	\$ 452,3	491,0	\$ 432,0	—	\$ —	953,4	\$ 884,3
Dépenses en immobilisations totales	337,0	\$ 309,2	135,5	\$ 106,0	—	\$ —	472,5	\$ 415,2
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	125,4	\$ 143,1	355,5	\$ 326,0	—	\$ —	480,9	\$ 469,1
Charges d'exploitation (données ajustées) ²								
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	781,2	803,3	627,1	591,9	(37,6)	(32,8)	1 370,7	1 362,4
Coûts de restructuration	5,9	5,2	0,2	2,7	—	—	6,1	7,9
	787,1	808,5	627,3	594,6	(37,6)	(32,8)	1 376,8	1 370,3
BAIIA (données ajustées) ²	463,9	\$ 452,3	490,1	\$ 432,0	—	\$ —	954,0	\$ 884,3
Dépenses en immobilisations totales	337,0	\$ 309,2	135,5	\$ 106,0	—	\$ —	472,5	\$ 415,2
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	126,9	\$ 143,1	354,6	\$ 326,0	—	\$ —	481,5	\$ 469,1
					BAIIA (données ajustées)		954,0	\$ 884,3
					Charge (économie) supplémentaire ²		0,6	—
					BAIIA		953,4	884,3
					Amortissement des immobilisations corporelles		386,2	353,2
					Amortissement des actifs incorporels		68,1	53,9
					Bénéfice d'exploitation		499,1	477,2
					Autres charges, montant net		5,8	10,1
					Coûts de financement		109,1	133,6
					Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle		384,2	333,5
					Impôts sur les bénéfices		(18,0)	91,6
					Part des actionnaires sans contrôle		2,1	1,4
					Bénéfice net		400,1	\$ 240,5

- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
- La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge (économie) supplémentaire de 0,6 \$ au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie (rentrée) de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

TELUS Corporation

Information sectorielle

(non vérifié)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006	2007	2006 (données retraitées)
Produits d'exploitation								
Produits externes	4 810,6	\$ 4 823,1	\$ 4 263,8	\$ 3 857,9	\$ —	\$ —	\$ 9 074,4	\$ 8 681,0
Produits intersectoriels	114,2	98,3	26,9	23,4	(141,1)	(121,7)	—	—
	4 924,8	4 921,4	4 290,7	3 881,3	(141,1)	(121,7)	9 074,4	8 681,0
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	3 221,8	2 997,7	2 384,0	2 122,2	(141,1)	(121,7)	5 464,7	4 998,2
Coûts de restructuration	19,5	61,6	0,9	6,2	—	—	20,4	67,8
	3 241,3	3 059,3	2 384,9	2 128,4	(141,1)	(121,7)	5 485,1	5 066,0
BAlIA ¹	1 683,5	\$ 1 862,1	\$ 1 905,8	\$ 1 752,9	\$ —	\$ —	3 589,3	\$ 3 615,0
Dépenses en immobilisations totales	1 219,0	\$ 1 191,0	\$ 551,3	\$ 427,4	\$ —	\$ —	1 770,3	\$ 1 618,4
BAlIA, moins les dépenses en immobilisations totales	464,5	\$ 671,1	\$ 1 354,5	\$ 1 325,5	\$ —	\$ —	1 819,0	\$ 1 996,6
Charges d'exploitation (données ajustées) ²								
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	3 076,7	2 997,7	2 360,4	2 122,2	(141,1)	(121,7)	5 296,0	4 998,2
Coûts de restructuration	19,5	61,6	0,9	6,2	—	—	20,4	67,8
	3 096,2	3 059,3	2 361,3	2 128,4	(141,1)	(121,7)	5 316,4	5 066,0
BAlIA (données ajustées) ²	1 828,6	\$ 1 862,1	\$ 1 929,4	\$ 1 752,9	\$ —	\$ —	3 758,0	\$ 3 615,0
Dépenses en immobilisations totales	1 219,0	\$ 1 191,0	\$ 551,3	\$ 427,4	\$ —	\$ —	1 770,3	\$ 1 618,4
BAlIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	609,6	\$ 671,1	\$ 1 378,1	\$ 1 325,5	\$ —	\$ —	1 987,7	\$ 1 996,6
					BAlIA (données ajustées)		3 758,0	\$ 3 615,0
					Charge supplémentaire ²		168,7	—
					BAlIA		3 589,3	3 615,0
					Amortissement des immobilisations corporelles		1 354,7	1 353,4
					Amortissement des actifs incorporels		260,3	222,2
					Bénéfice d'exploitation		1 974,3	2 039,4
					Autres charges, montant net		36,1	28,0
					Coûts de financement		440,1	504,7
					Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle		1 498,1	1 506,7
					Impôts sur les bénéfices		233,6	353,2
					Part des actionnaires sans contrôle		6,6	8,5
					Bénéfice net		1 257,9	\$ 1 145,0

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAlIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAlIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAlIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de 168,7 \$ au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAlIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.